DECISIONS

CONVENTIONS

JANVIER 2025

Décisions du mois de JANVIER 2025

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Envoyé en préfecture le 23/01/2025
Reçu en préfecture le 23/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20241224-D201224DAAJAJA-AU

N° D201224DAAJAJA

Décision d'indemnisation de Monsieur [redacted] G[redacted] suite au préjudice financier subi dans le cadre des dommages subis à son véhicule personnel

Vu :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 ;
- Vu la délibération du 27 septembre 2022 du Conseil Municipal donnant délégation au Maire pour transiger dans la limite de 5 000 € ;
- Vu l'arrêté du 10 octobre 2023 du Maire de CLERMONT-FERRAND, donnant délégation à Madame Sondès EL HAFIDHI, Adjointe, pour assurer le suivi des dossiers en matière d'affaires juridiques ;

Considérant :

- Considérant que Monsieur [redacted] G[redacted], agent de la Direction des Loisirs des Enfants et des Adolescents, a constaté que le pneu avant droit de son véhicule personnel était dégonflé alors qu'il était stationné sur son lieu de travail, à savoir sur le parking fermé du site de Theix, dans la nuit du 3 au 4 octobre 2024 ;
- Considérant que cet agent a déposé plainte contre X le 10 octobre 2024 pour dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui dans le mesure où le mécanicien en charge des réparations a constaté la présence de cinq petits trous d'aiguille sur le flan du pneu concerné ;
- Considérant la possibilité pour la Ville de Clermont-Ferrand de se retourner contre l'auteur des faits dans l'hypothèse où son identité serait connue ;

Décide:

ARTICLE 1 :

Dans la mesure où il s'agit d'un acte de dégradation volontaire, il est décidé d'indemniser Monsieur [redacted] G[redacted], agent de la Direction des Loisirs des Enfants et des Adolescents, en procédant au remboursement de la somme de 250,90 euros, selon facture jointe, correspondant au changement des deux pneus avant de son véhicule.

ARTICLE 2 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision.

Tout recours contre la présente décision peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

A Clermont-Ferrand, le 24 DEC. 2024

Pour Le Maire et par délégation,

L'Adjointe

CLERMONT-FERRAND ASTERNA CIVITAS NOBILISSIMA

Sondès EL HAFIDHI

Envoyé en préfecture le 23/01/2025
Reçu en préfecture le 23/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20241224-D201224DAAJAJA-AU

Norauto

Relevé d'Atelier n° 0170/285128
B.T. n° 3968
du 10/10/2024

EAN : 2010002851287

Parking: DEVANT MAGASIN

Votre centre	Votre véhicule:	Vos coordonnées
NORAUTO RIOM ZA LES GARDELLES RUE DES GARDELLES 63200 MALAUZAT Tel : 0473381509 Attestation de Capacite de Categorie V n° 278511-R2	PEUGEOT 207 SW 1.6 HDi [redacted] Date M.E.C. : 15/01/2010 Km en Atelier : 270 403 **N° clé : 288**	MONSIEUR G[redacted] [redacted]



Votre ordre de réparation a été établi avec THOMAS



LUCAS a réalisé la prestation sur votre PEUGEOT 207 SW 1.6 HDI

PNEUS : 250,90 € TTC

Référence	Description	Prix unitaire HT	Prix unitaire TTC	Qté	Montant TTC	
Forfait 46916	Montage pneu 15" et 16" (montage / équilibrage / valve) 205/55R16 91T ALPIN6 MICHELIN -1 Consommation carburant : C -2 Adhérence sol mouillé : B -3 Bruit extérieur (en db) : 69 -Intensité bruit roulement : A	15,79 88,75	18,95 106,50	2 2	37,90 213,00	

DIVERS : 0,00 € TTC

Référence	Description	Prix unitaire HT	Prix unitaire TTC	Qté	Montant TTC	
9194	ENVOI SMS GRATUIT		0,00	1	0,00	

Du 07/10 au 24/11/2024, jusqu'à 120euros remboursés en virement bancaire
Pour l'achat de 2 ou 4 pneus michelin, ete,4 saisons ou hiver (hors dom tom)
Selon une grille de remboursement
Pour participer, rendez vous au plus tard le 09/12/2024 sur
Https://promo.michelin.fr/promotions/nationale-hiver24
Details complets de l'offre sur norauto.fr

Total HT (20,00%)	209,08 €
Total TVA (20,00%)	41,82 €
Total TTC	250,90 €

Observations, Garanties et Avantages

CONDITIONS DE GARANTIE :

POUR TOUTE MISE EN OEUVRE DE LA GARANTIE, MERCI DE VOUS RAPPROCHER AU PREALABLE D'UN CENTRE NORAUTO.

Observations et conseils

Crevaison causer par des aiguilles sur le flanc
Ce forfait comprend le montage, l'équilibrage et la valve (joint si valve élec)
Prestation équilibrage garantie 3 mois

Norauto

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-DEC_25007_25010-C

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAINS ET VIENNOISERIES POUR LES UPC, CRÈCHES ET LES CENTRES DE LOISIRS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure de dialogue compétitif telle que définie aux articles L.2124-4 et R.2161-24 à R.2161-31 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 28/11/2024,
Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 13 /01/2025;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer les accords-cadres de fournitures relatifs à l'achat et la livraison de pains, viennoiseries pour les UPC, crèches et centres de loisirs suivants :

Lot n° 1 – Pain bio 400 g :
Accord-cadre n°25-007 avec la société ATELIER BON (63170 AUBIERE) pour un montant minimum de 97 500 € HT et un montant maximum de 185 000 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

Lot n° 2 - Pain bio 1kg tranché :
Accord-cadre n°25-008 avec la société ATELIER BON (63170 AUBIERE) pour un montant minimum de 70 000 € HT et un montant maximum de 875 00 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

Lot n° 3 – Pain mie, croissant, baguette viennoise et pains spéciaux :
Accord-cadre multi attributaires n°25-009 avec les sociétés
- ATELIER BON (63170 AUBIERE) en rang n°1
- SLAF (63100 CLERMONT-FERRAND) en rang n°2

pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 20 000 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

Lot n° 4 – Pain 400 g et autres pour le site de THEIX :
Accord-cadre n°25-010 avec la société ATELIER BON (63170 AUBIERE) pour un montant minimum de 7 000 € HT et un montant maximum de 20 000 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-DEC_25007_25010-C

ARTICLE 2 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision [illegible] au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

A Clermont-Ferrand,
[illegible] et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 19e adjointe

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-D150125SCPAP01-C

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

AMÉNAGEMENT DU SQUARE BEAUPERAS, QUARTIER DE LA GLACIÈRE

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure adaptée ouverte telle que définie à l'article L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 07/11/2024,
Vu l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 13/01/2025 ;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer l'accord-cadre de travaux n° 25-014 relatif à l'aménagement du square Beauperas, quartier de la Glacière à Clermont-Ferrand avec la société SAS BEE PAYSAGE (63500 SAUVAGNAT STE-MARTHE) pour un montant de 197 585,76 € HT pour toute la durée du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 04 mois à compter de l'ordre de service.

ARTICLE 2 :
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la [illegible]oire du présent acte.

[illegible]rrand,
[illegible]et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 19e adjointe

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-DEC_25_011-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

IMPRESSION DIVERS DOCUMENTS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure d'appel d'offres ouvert telle que définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 23/08/2024
Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 13/01/2025 ;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer l'accord-cadre de service n°25-011 relatif à l'impression sur papier jusqu'à 2000 exemplaires avec la société PRINT CONSEIL (63540 ROMAGNAT) pour un montant minimum de 50 000 € HT et un montant maximum de 100 000 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

ARTICLE 2:
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

élégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 1re adjointe

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-DEC_25_013-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

RÉALISATION D'AIRES DE SÉCURITÉS POUR LES JEUX D'ENFANTS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure adaptée ouverte telle que définie à l'article L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du23/09/2024,
Vu l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 13/01/2025;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer l'accord-cadre de travaux n° 25-013 relatif à la réalisation d'aires de sécurité pour les jeux d'enfants avec la société SOL FROMENT (19250 MEYMAC) pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 60 000 € HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de un an à compter de sa notification.
Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de un an chacune.

- de déclarer l'offre de la société RECRE'ACTION irrégulière.

ARTICLE 2 :
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

A Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 1ère adjointe

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-D160125SCPAP01-C

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

FOURNITURE POUR LA CONSTRUCTION L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX – LOT CLOISONS SÈCHES ET FAUX PLAFONDS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure adaptée ouverte telle que définie à l'article L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 27/11/2024,
Vu le rapport d'analyse des offres,

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer l'accord-cadre de fournitures n° 25-006 relatif à l'acquisition de fourniture de matériaux de construction - lot cloisons sèches et faux plafonds utilisés pour l'exploitation et la maintenance de divers bâtiments de la ville de Clermont-Ferrand avec la société CHAUSSON MATÉRIAUX SAS (63000 CLERMONT-FERRAND) pour un montant minimum de 2400 € HT et un montant maximum de 15000€ HT pour la période initiale du marché.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 12 2025.

Il pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de 12 mois chacune.

ARTICLE 2 :
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

rrand,
et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 1ère adjointe

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-D1601SCPIH01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

ACQUISITION ET INSTALLATION DE DEUX ECRANS GEANTS LED POUR LA MAISON DES SPORTS

(ANNULE ET REMPLACE LA DÉCISION DU 28/11/2024)

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure adaptée ouverte telle que définie à l'article L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 09/09/2024,
Vu le rapport d'analyse des offres,

Décide :

ARTICLE 1 :
- d'attribuer et de signer le marché de fournitures **n° 24-120** relatif à l'acquisition et l'installation de deux écrans géants LED pour la Maison des Sports avec la société JS TECHNILOGIES (37230 LUYGNES) pour un montant de 35 560 € HT pour toute la durée du marché.

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 :
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

A Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

é électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
de signature : 15/01/2025
ité : 19e adjointe

O_NA_20221019

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-D150125SCPFU01-C

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

ACHAT DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL ET D'ARTICLES CHAUSSANTS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe ,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure d'appel d'offres ouvert telle que définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 20/09/2024,
Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 13/01/2025 ;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer les accords-cadres relatifs à l'acquisition de vêtements de travail et d'articles chaussants, à destination des agents de la Ville de Clermont-Ferrand suivants :

Lot 01 - Vêtements de travail
Accord-cadre n°**25-001** avec la société **RG FRANCE** (63540 Romagnat) pour un montant minimum de 18 000€ HT et un montant maximum de 97 500€ HT pour toute la durée du marché.

Lot 02 - Vêtements et chaussures de sport
Accord-cadre n°**25-002** avec la société **NUMEROS 10 AUVERGNE SPORTS CLUBS** (63100 Clermont-Ferrand) pour un montant minimum de 1 500€ HT et un montant maximum de 10 000€ HT pour toute la durée du marché.

Lot 03 - Articles chaussants de sécurité norme EN 20345
Accord-cadre n°**25-003** avec la société **MEDIC CENTRE INDUSTRIE** (63100 Clermont-Ferrand) pour un montant minimum de 8 000€ HT et un montant maximum de 45 000€ HT pour toute la durée du marché.

Lot 04 - Articles chaussants de travail norme EN 20347
Accord-cadre n°**25-004** avec la société **MEDIC CENTRE INDUSTRIE** (63100 Clermont-Ferrand) pour un montant minimum de 8 000€ HT et un montant maximum de 35 000€ HT pour toute la durée du marché.

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification et pourra faire l'objet de 3 reconductions d'une durée de 1 an chacune.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-D150125SCPFU01-C

ARTICLE 2 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

A Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 19e adjointe

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-D1501SCPIH01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Décision de Monsieur le Maire

ACHAT DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET DE MATÉRIAUX ÉLECTRIQUES – 3 LOTS

Le Maire de la Ville de Clermont-Ferrand

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article R.2185-1 ,
Vu la délibération du 27/09/2022 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire,
Vu l'arrêté du 10/10/2023 portant délégation à Mme Sondès EL HAFIDHI, Adjointe et à Mme Dominique BRIAT, Adjointe ,
Vu les crédits inscrits au budget,
Vu la procédure d'appel d'offres ouvert telle que définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique lancée par la Ville de Clermont-Ferrand en date du 05/11/2024,
Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 13/01/2025 ;

Décide :

ARTICLE 1 :
- de signer les accords-cadres de fournitures relatifs à l'achat de matériaux de construction et de matériaux électriques suivants :

Lot n° 1 – Planches, profilés bois, portes et blocs-portes :
Accord-cadre **n° 25-015** avec la société GEDIBOIS DUCROS ETS (63100 CLERMONT-FERRAND) pour un montant minimum annuel de 8 000 € HT et un montant maximum annuel de 40 000 € HT pour toute la durée du marché.

Lot n° 2 - Bois aggloméré et contreplaqué :
Accord-cadre **n° 25-016** avec la société GEDIBOIS DUCROS ETS (63100 CLERMONT-FERRAND) pour un montant minimum annuel de 18 000 € HT et un montant maximum annuel de 75 000 € HT pour toute la durée du marché.

Les accords-cadres des lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 12 mois à compter de leur notification.

Lot n° 3 – Achat de blocs de secours :
Accord-cadre **n° 25-017** avec la société REXEL FRANCE (75017 PARIS) pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 180 000 € HT pour toute la durée du marché.

L'accord-cadre du lot 3 est conclu à compter de sa notification et se terminera au 30/04/2026.

ARTICLE 2 :
La Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision. La présente décision sera transmise au Préfet et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Tout recours contre la présente décision pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de la date du rendu exécutoire du présent acte.

rrand,
et par délégation,

Signé électroniquement par : Sondès EL HAFIDHI
Date de signature : 15/01/2025
Qualité : 1ère adjointe

VCF_SANSSUITE_PAN_20221019

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV08-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de demander une subvention auprès de l'état, dans le cadre de la campagne Fonds Vert de l'année 2025 pour la végétalisation de la cour d'école Jean Butez et d'accomplir toutes les formalités afférentes.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances,
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV08**
Objet :	**Décision pour demande de subvention auprès de l'État (Fonds Vert 2025) pour la végétalisation de la cour d'école Jean Butez**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV08-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV08-AU-1-1_0.xml	text/xml	956 o
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision sign__e_ BUTEZ _Fonds Vert.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV08-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	43.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h16min45s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h16min46s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h16min51s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h44min56s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV06-AU

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de candidater au Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre de sa mesure opérationnelle « Développer les solutions fondées sur la nature » et d'accomplir toutes les formalités afférentes pour le projet de végétalisation de la cour d'école Jean Zay.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances,
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV06**
Objet :	**Décision de candidater auprès du FEDER dans le cadre de sa mesure opérationnelle "Développer les solutions fondées sur la nature" pour la végétalisation de la cour d'école Jean Zay**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV06-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV06-AU-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision ZAY sign__e_FEDER.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV06-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	46.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h12min37s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h12min38s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h13min17s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h33min45s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV09-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de candidater au Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre de sa mesure opérationnelle « Développer les solutions fondées sur la nature » et d'accomplir toutes les formalités afférentes pour le projet de végétalisation de la cour d'école Jean Butez.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances,
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV09**
Objet :	**Décision de candidater auprès du FEDER dans le cadre de sa mesure opérationnelle "Développer les solutions fondées sur la nature" pour la végétalisation de la cour d'école Jean Butez**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV09-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV09-AU-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision sign__e_BUTEZ_FEDER.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV09-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	45.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h18min53s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h18min54s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h18min54s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h37min49s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV04-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de demander un soutien de l'agence de l'eau Loire Bretagne pour la végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot et d'accomplir toutes les formalités afférentes.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV04**
Objet :	**Décision pour demande de soutien auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne pour la végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV04-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV04-AU-1-1_0.xml	text/xml	966 o
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision HERRIOT sign__e_Agence de l_eau.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV04-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	45 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h08min37s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h12min14s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h12min24s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h34min45s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV03-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de candidater au Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre de sa mesure opérationnelle « Développer les solutions fondées sur la nature » et d'accomplir toutes les formalités afférentes pour le projet de végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV03**
Objet :	**Décision de candidater auprès du FEDER dans le cadre de sa mesure opérationnelle "Développer les solutions fondées sur la nature" pour la végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV03-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV03-AU-1-1_0.xml	text/xml	1 Ko
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision HERRIOT sign__e_FEDER.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV03-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	46 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h05min48s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h06min08s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h06min12s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h29min01s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV07-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de demander un soutien de l'agence de l'eau Loire Bretagne pour la végétalisation de la cour d'école Jean Zay et d'accomplir toutes les formalités afférentes.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances,
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV07**
Objet :	**Décision pour demande de soutien auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne pour la végétalisation de la cour d'école Jean Zay**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV07-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV07-AU-1-1_0.xml	text/xml	959 o
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision ZAY sign__e_Agence de l_eau.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV07-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	42.2 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h14min30s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h14min33s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h14min37s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h27min21s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV05-AU

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de demander une subvention auprès de l'état, dans le cadre de la campagne du Fonds Vert de l'année 2025 pour la végétalisation de la cour d'école Jean Zay et d'accomplir toutes les formalités afférentes.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV05**
Objet :	**Décision pour demande de subvention auprès de l'État (Fonds Vert 2025) pour la végétalisation de la cour d'école Jean Zay**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV05-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV05-AU-1-1_0.xml	text/xml	954 o
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision ZAY sign__e_FONDS VERT.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV05-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	45.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h10min50s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h12min22s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h12min54s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h30min50s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Envoyé en préfecture le 31/01/2025
Reçu en préfecture le 31/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV02-AU

VILLE DE CLERMONT FERRAND

Le 28 JAN. 2025

Direction des Finances et du Conseil de Gestion
Service Financements

LE MAIRE DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22,

VU la délibération en date du 27 septembre 2022, portant délégation du Conseil municipal au Maire,

VU l'arrêté du 10 octobre 2023 fixant les délégations de fonctions aux Adjoints transmis au Représentant de l'État le même jour,

DECIDE

Article 1 : de demander une subvention auprès de l'état, dans le cadre de la campagne Fonds Vert de l'année 2025 pour la végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot et d'accomplir toutes les formalités afférentes.

Article 2 : la présente décision sera transmise au Représentant de l'État et publiée sur le site internet de la Ville de Clermont-Ferrand.

Article 3 : cette décision sera exécutoire à compter de sa publication.

À Clermont-Ferrand, le 28 JAN. 2025

Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe en charge des Finances,
Sondès EL HAFIDHI

Transmise au Représentant de l'État le 31 JAN. 2025

Affichée le

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**D310125DFCGAV02**
Objet :	**Décision pour demande de subvention auprès de l'État (Fonds Vert 2025) pour la végétalisation de la cour d'école Edouard Herriot**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-28 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Autres
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	063-216301135-20250128-D310125DFCGAV02-AU
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250128-D310125DFCGAV02-AU-1-1_0.xml	text/xml	961 o
Document principal (Autre document) Nom original : D__cision HERRIOT sign__e_FONDS VERT.pdf Nom métier : 99_AU-063-216301135-20250128-D310125DFCGAV02-AU-1-1_1.pdf	application/pdf	44.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	31 janvier 2025 à 11h01min19s	Dépôt initial
En attente de transmission	31 janvier 2025 à 11h01min19s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	31 janvier 2025 à 11h01min20s	Transmis au MI
Acquittement reçu	31 janvier 2025 à 11h18min22s	Reçu par le MI le 2025-01-31

Conventions du mois de JANVIER 2025

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand » ayant son siège social 3 rue Maréchal Joffre – 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Président ~~Jan SZYMANSKI,~~ Patrick LETHIELLEUX

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

- **Projet culturel 2016-2026**

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs lo[illegible] fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles pe
contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement des répétitions hebdomadaires de l'orchestre ainsi que des concerts publics à Clermont-Ferrand comme à l'extérieur.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 27 300 € au titre de l'aide au fonctionnement.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 10 662 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Orchestre d'harmonie de Clermont-Ferrand » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville."

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 6 janvier 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Le Président de l'Association

~~Jan SZYMANSKI~~ Patrick LETHIELLEUX

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250106-C060125DCCS01-CC

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027 ENTRE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND ET L'ASSOCIATION « SOUFFLEUR DE VERRE »

ENTRE :
La Ville de CLERMONT-FERRAND
Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes
63000 Clermont-Ferrand,
Représentée par son adjointe en charge de la politique culturelle, Mme Isabelle LAVEST,

d'une part,

ET :
L'Association «SOUFFLEUR DE VERRE »,
Domiciliée 17C rue de Bellevue – 63000 CLERMONT-FERRAND,
Représentée par sa présidente, Pascale SABATER,

d'autre part.

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

LA COMPAGNIE LE SOUFFLEUR DE VERRE

Implantée à Clermont-Ferrand, la compagnie théâtrale Le Souffleur de Verre développe un goût pour l'écriture contemporaine, pour le travail avec les interprètes, pour les corps engagés, pour un théâtre à la fois intime et politique, toujours citoyen, et affirmant la nécessité d'un lien privilégié et direct avec les publics. Ses créations passées - « Des Hommes qui Tombent », « Dewaere », « Oliver », « Neverland » - tentent de regarder l'humain avec ses quêtes, ses interrogations, ses doutes, ses choix, en équilibre constant entre raison et déraison, comme il l'est avec ses paradoxes. La compagnie développe un volet jeune public, avec un travail de réécriture en immersion avec les enfants de certains classiques de la littérature jeunesse (Oliver Twist ou Peter Pan). Elle développe par ailleurs des spectacles pour le public adulte et collabore

PC

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

régulièrement pour cela avec l'autrice Marion Aubert. La question de l'humain et de son rapport à la société reste présent dans l'ensemble de ces créations.
Les dernières créations jouées à Clermont-Ferrand sont : « Fake », pièce pour les adolescents questionnant le rapport au numérique, « Etiquettes », pièce jeune public sur la question des assignations.
La compagnie développe par ailleurs un grand nombre d'actions d'Education Artistique et Culturelle envers différents publics : ateliers, école du jeune spectateur, et souhaite développer encore cette dimension sur Clermont-Ferrand.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBLIGATIONS DE LA VILLE

1.1. Financement

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention d'aide au fonctionnement, sous réserve du vote annuel des crédits nécessaires, dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

Le montant de la subvention s'élève à la somme de 25.000 € pour l'année 2025, pour la partie création du travail de la compagnie.

1-2. Moyens mis à disposition pour les représentations.

La Ville s'engage, sur la durée de la présente convention et pour la bonne exécution de celle-ci, à mettre à disposition de l'association des lieux de représentation dont ceux de la Cour des 3 Coquins, dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux salles municipales, sur demande écrite adressée en Mairie.

L'Association bénéficiera d'une réservation prioritaire du lieu de fabrication théâtrale de la Cour des 3 Coquins, dans des conditions par ailleurs définies.

La validation de principe par la Ville du projet artistique n'emporte aucunement la création de droits d'occupation d'espaces pour la compagnie, autres que ceux définis annuellement en concertation avec les principales compagnies subventionnées par la Ville.

Les résidences d'artistes extérieurs et la présentation éventuelle de spectacles par les troupes non conventionnées avec la Ville de Clermont-Ferrand devront être préalablement soumises à l'agrément de celle-ci.

ARTICLE 2- OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE LE SOUFFLEUR DE VERRE

2.1 Obligations liées à l'activité

Les critères du conventionnement « de droit commun », établis par la Ville et fixés pour les conventionnements 2025-2027, sont les suivants :

- Inscription dans les réseaux régionaux et nationaux de création artistique, de production et de diffusion
- Attention particulière portée aux conditions garantissant la liberté des artistes
- Attention à l'ancrage territorial, en termes de production, de diffusion, et d'action artistique et culturelle

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

- Capacité à développer des projets en coopération avec d'autres structures artistiques et en connexion avec d'autres partenaires, notamment dans le cadre d'accords conventionnels avec le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice, ou du développement social.
- En capacité de développer un projet artistique original
- En capacité de mobiliser des partenaires institutionnels sur les deux dernières créations
- Installation juridique sur le territoire de la Ville
- Licence d'entrepreneur de spectacle en cours
- En règle avec la législation du travail

Ainsi, la Compagnie, dans le cadre de son activité de création, produit des pièces professionnelles, et développe un projet artistique et culturel (fourni en annexe) sur le territoire, projet qui devra bénéficier en priorité au public clermontois. Néanmoins, la compagnie devra s'attacher, dans son projet de développement, à assurer la diffusion de ces créations en région et hors région, ainsi qu'à développer des liens de partenariat avec des structures professionnelles reconnues au niveau régional ou national.

La compagnie poursuivra et renforcera son travail d'éducation artistique en direction de tous les publics et notamment sur le territoire clermontois dans le domaine théâtral, le but étant de favoriser un accès large pour les publics à cette forme d'expression artistique.

Dans le cadre de ce conventionnement, la compagnie donnera une fois par an un stage de théâtre aux étudiants du Conservatoire Emmanuel Chabrier (COP et COA), dans le but de renforcer le lien entre ces futurs professionnels et des artistes expérimentés. Ce stage s'inscrirait aussi dans le partenariat existant entre le CRR, lieu de formation, et la Cour des trois Coquins, lieu de création.

2.2 Obligations légales

- Contrôle d'activité : l'association rendra compte régulièrement de son action relative au programme arrêté. Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté. L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.
- Responsabilité – Assurances : l'association devra souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile. Ses activités seront placées sous sa responsabilité exclusive.
- Obligations diverses, impôts et taxes : l'association sera débitrice de toutes les taxes, impôts, cotisations sociales.
- Tarifs : l'association veillera à pratiquer des tarifs qui sans être dissuasifs à l'égard de ses adhérents et du public, permettront de dégager des ressources propres et d'auto-financer au maximum ses activités.
- La compagnie mentionnera le soutien de la Ville à ses actions de création ou d'animation, sur tout document, tout support et à l'occasion de toute communication dans les médias, et le valorisera tant sur le territoire que lors de ses échanges en dehors du territoire.
- Les prestations en nature apportées par la Ville seront mentionnées sur les documents comptables annuels.
- Un contrôle financier par la Ville pourra porter sur l'année en cours mais également sur les 3 exercices précédents.
- Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté.
- L'Association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente dans le mois suivant leur approbation.
- L'Association doit établir chaque année un budget prévisionnel et le transmettre à la Ville. Elle s'engage également à fournir l'ensemble des documents demandés dans un délai raisonnable.
- Lorsqu'il apparaît au bilan un déficit, l'Association s'engage à faire connaître à la Ville, par écrit dès que possible, les mesures qu'elle a prises pour résorber celui-ci.

PS

Envoyé en préfecture le 07/01/2025
Reçu en préfecture le 07/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS01-CC

- L'Association s'engage à respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.

ARTICLE 3- LIMITES DE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. En particulier, la Ville ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait soit d'actions engagées par l'Association sans son accord préalable, soit des conséquences d'une faute de gestion.

ARTICLE 4- DIRECTION ARTISTIQUE

La direction artistique de la Compagnie est assurée par M. Julien Rocha et Cécric Veschambre, si un changement devait intervenir, la présente convention deviendrait caduque.

ARTICLE 5- DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2025. Un rendez-vous de bilan sera organisé chaque fin d'année, entre la Ville et la Compagnie, afin de faire le bilan de l'année écoulée. A cette occasion, la compagnie fournira un bilan annuel d'activités ainsi qu'un bilan financier.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans le préambule.

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Ville.

ARTICLE 6- CLAUSE DE COMPÉTENCE

Tout litige provenant de la présente convention est du ressort exclusif des Tribunaux de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 07 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'association,
La Présidente,

Pascale SABATER

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS04-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

La fondation « Fondation Mémorial de la Shoah » ayant son siège social 17 rue Geoffreoy l'Asnier – 75004 PARIS et représentée par son Directeur Jacques FREDJ

Ci-après dénommée « Le Mémorial de la Shoah »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

- **Projet culturel 2016-2026**

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS04-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS04-CC

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250107-C070125DCCS04-CC

En complément des dispositions de la convention d'objectifs en date du 9 janvier 2024 qui définit les modalités de la relation entre la Ville et la fondation, les parties conviennent de préciser :

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et la fondation « Fondation Mémorial de la Shoah » pour l'année 2025. A cet effet, il fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement des activités de la fondation.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

Conformément à la convention, la Ville s'engage à verser une subvention au Mémorial de la Shoah dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 6 000 € au titre de l'aide au fonctionnement.
La Ville s'engage également à verser une subvention d'équipement d'un montant de 20 000 € pour l'aménagement du sous-sol du centre en espaces de médiation et pour l'installation de l'exposition permanente au RDC et au 1er étage.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant total estimé à 1 232,36 €.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

ARTICLE 3. COMMUNICATION

Le Mémorial de la Shoah s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

Le Mémorial de la Shoah s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 4. DURÉE DE L'AVENANT

Le présent avenant est conclu jusqu'au 31 décembre 2025.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 02.01.2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour la Fondation,
Le Directeur

Jacques FREDJ

Mémorial de la Shoah
17 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 PARIS
Tél. 01 42 77 44 72 - Fax 01 53 01 17 44
Siret 784 243 184 00013 NAF 9102Z

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Médiévales Montferrand » ayant son siège social 24 place de la Rodade 63000 Clermont-Ferrand, représentée par sa Présidente, Martine REBREYEND,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles p[illegible] contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Médiévales Montferrand » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement des activités de l'association.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Médiévales Montferrand », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 20 000 € au titre de l'aide au fonctionnement.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant total estimé à 8 424 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire de l'année n-1 aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Médiévales Montferrand » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Médiévales Montferrand » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Médiévales Montferrand » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 09 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

La Présidente de l'Association
Membre de la direction collégiale

Martine REBREYEND

Envoyé en préfecture le 09/01/2025
Reçu en préfecture le 09/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250109-C090125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « HS_Projets » ayant son siège social 45 rue Ballainvilliers – 63000 Clermont-Ferrand et représentée par son Président Simon NJAMI,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « HS_Projets » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement du Festival International des Textiles Extraordinaires (FITE).

Projet collectif, collaboratif, multiculturel, pluridisciplinaire, le FITE est le premier et unique festival international textile au monde. S'attachant à promouvoir les savoir-faire textiles qui véhiculent et assurent la transmission de certaines valeurs des sociétés humaines, le festival met aussi en avant les savoirs et les idées des hommes.

Depuis sa première édition en 2012, le FITE fait l'aller-retour entre la France et un continent extra-européen, il est ancré sur le territoire clermontois- les années paires où le festival est programmé à Clermont- et participe au rayonnement de la Ville- les années impaires où le festival est programmé à l'international.

Le double volet Clermont / International (une ville différente chaque fois) du festival est la particularité de cet événement, qui permet de construire la programmation avec les acteurs culturels de la ville d'accueil du FITE (prêts d'œuvres de grandes institutions, collaboration avec des artistes et artisans...) : Hué au Vietnam en 2013, Manilles aux Philippines en 2015, Mexico au Mexique en 2017, la Roumanie en 2019 et Dakar au Sénégal en 2021.

ARTICLE 2. ACCOMPAGNEMENT DE LA VILLE

La Ville considère que le Festival International des Textiles Extra ordinaires participe pleinement des enjeux du Projet Culturel et accompagne la mise en œuvre du festival par différents biais :

a) Espaces municipaux

La Ville met à la disposition de l'Association « HS_Projets », pour le FITE, des espaces municipaux pour le temps de la manifestation (incluant l'installation et la désinstallation). L'équipe d'HS_projets devra faire état de ses besoins à la Ville au minimum un an à l'avance afin de vérifier et acter la réservation des espaces pour le festival à venir. Pour les espaces ne disposant pas de personnel, le FITE devra veiller à la présence de ses équipes sur chaque site concerné pour l'installation/désinstallation et l'accueil du public.
L'Association « HS_Projets » investit régulièrement l'espace public le temps du festival. Les services municipaux accompagneront les projets pour vérifier la faisabilité technique, obtenir les autorisations sur la voie publique et soutenir la mise en œuvre des projets.

b) Accompagnement logistique

La Ville de Clermont-Ferrand accompagne la réalisation du festival par un soutien logistique. Une réunion préparatoire spécifique devra être organisée au mois d'avril précédant la manifestation avec les équipes de la Direction des Sports et de la Logistique pour présenter le format de l'année et déterminer ensemble les possibilités techniques et organisationnelles. Au plus tard, un mois avant la manifestation devront être remises les fiches logistiques qui définiront par site les différentes demandes (électricité, mobilier, accessibilité...). Le planning d'intervention de la DSL sera déterminé en amont avec les équipes de l'Association « HS_Projets » pour assurer le bon déroulé du festival.

c) Communication et relations presse

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

La Direction de la communication de la Ville de Clermont-Ferrand prend en charge la communication du FITE aux côtés de Clermont Auvergne Métropole et de l'Association « HS_Projets ». Elle définit pour chaque édition un plan de communication spécifique, en collaboration avec Clermont Auvergne Métropole. Elle choisit en concertation avec HS_Projets et le musée Bargoin une agence de communication qui va concevoir l'identité du festival. Elle prend en charge la conception, l'impression et la diffusion des programmes du festival.

La Ville soutient financièrement la signalétique du FITE, conçue par une agence de graphisme choisie par l'Association « HS_Projets » et le musée Bargoin.

L'Association « HS_Projets », en accord avec la Ville de Clermont-Ferrand et en lien avec Clermont Auvergne Métropole, choisit une agence de presse annualisée.

d) Rayonnement international

Les actions et projets menés par le FITE s'attacheront à répondre aux différents enjeux proposés dans le cadre de la politique des relations internationales de la ville (accroître la visibilité internationale et renforcer l'identité européenne de la Ville, favoriser les mobilités internationales ...) et s'inscrivent dans les Objectifs de Développement Durable votés en AG par le Réseau International des Villes Michelin (Éducation, Culture, Démocratie locale, Partenariats, Lutte pour le changement climatique...)
Des villes du RIVM pourront ainsi être associées à chaque édition internationale du FITE. Dans la continuité de l'édition « Rebelles » en 2016-2017 avec le Mexique, le Musée Bargoin en partenariat avec l'UCA a mis en place le projet « Textiles & Antidotes » qui croise les volets sciences et patrimoine.
D'autres projets issus du FITE sont en cours comme « Corail Artefact » qui implique la participation des écoles primaires et de l'artisanat textile local des villes RIVM pour sensibiliser les enfants aux problématiques environnementales.

ARTICLE 3. CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « HS_Projets », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 40 000 €.
Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 39 893,53 €.

ARTICLE 4. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 5. ÉVALUATION

L'Association « HS_Projets » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

ARTICLE 6. COMMUNICATION

L'Association « HS_Projets » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « HS_Projets » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville."

ARTICLE 7. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 9. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 12. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 13 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand, **Pour l'Association,**

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Le Président,

Simon NJAMI

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250113-C130125DCRICS01-CC

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027
ENTRE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND
ET L'ASSOCIATION «LES GUEPES ROUGES-THEATRE»

ENTRE :
La Ville de CLERMONT-FERRAND
Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes
63000 Clermont-Ferrand,
Représentée par son adjointe en charge de la politique culturelle, Mme Isabelle LAVEST,

d'une part,

ET :
L'Association «LES GUEPES ROUGES-THEATRE »,
Domiciliée 17C rue de Bellevue – 63000 CLERMONT-FERRAND,
Représentée par sa présidente, Viviane ROMANIELLO

d'autre part.

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

LA COMPAGNIE LES GUEPES ROUGES-THEATRE

La compagnie Les guêpes rouges-théâtre est implantée à Clermont-Ferrand. Elle est née en 2002. Elle articule son travail autour de créations et de résidences de territoire qui occupent une place importante dans son histoire et sa recherche. Les unes et les autres nourrissent un dialogue fructueux qui donne parfois naissance à des formats à cheval entre le travail de territoire et la création. Le travail rassemble comédiens professionnels, chorégraphes et danseurs, grands témoins, philosophes, auteurs, scénographes, vidéastes, plasticiens et habitants dans un échange prolifique autour de dispositifs de recherches et de représentations.

La parole performative est au centre du travail. La question des processus démocratiques à l'oeuvre dans le processus de la représentation est au centre des réflexions et des créations créations de la compagnie depuis 2018. Des auteurs accompagnent le travail aussi bien pour le territoire que les créations. Les répétitions sont rarement en vase clos : chercheurs, habitants, philosophes, élèves, sont invités à partager les tentatives et le travail pour le nourrir de leurs regards et présences multiples. La compagnie cultive de nouvelles relations entre le théâtre et d'autres disciplines ou champs d'exploration : le développement urbain, la quête démocratique, la redynamisation des espaces et des groupes d'habitants, les enquêtes de terrain, etc.

La dernière création plateau tout public « 14 Juillet / 7 fois la Révolution » interroge la question des soulèvements populaires et a été programmée à La Comédie-Scène Nationale. « Joue ta Pnyx », expérience théâtrale participative pour collégiens, a été joué à la Cour des Trois Coquins.

La compagnie travaille sur un grand projet européen en direction de l'adolescence, « Le Parlement des colères », qui se déploiera à partir de 2025 avec cinq autres pays européens, chque pays rassemblant un groupe de jeunes de 15 à 20 ans. Sous forme d'une assemblée, ces jeunes gens seront amenés à se prononcer sur leurs colères, et comment les dépasser, en construire avec.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBLIGATIONS DE LA VILLE

1.1. Financement

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention d'aide au fonctionnement, sous réserve du vote annuel des crédits nécessaires, dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

Le montant de la subvention s'élève à la somme de 25.000 € pour l'année 2025, pour la partie création du travail de la compagnie.

1-2. Moyens mis à disposition pour les représentations.

La Ville s'engage, sur la durée de la présente convention et pour la bonne exécution de celle-ci, à mettre à disposition de l'association des lieux de représentation dont ceux de la Cour des 3 Coquins, dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux salles municipales, sur demande écrite adressée en Mairie.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

L'Association bénéficiera d'une réservation prioritaire du lieu de fabrication théâtrale de la Cour des 3 Coquins, dans des conditions par ailleurs définies.

La validation de principe par la Ville du projet artistique n'emporte aucunement la création de droits d'occupation d'espaces pour la Compagnie Les Guêpes Rouges, autres que ceux définis annuellement en concertation avec les principales compagnies subventionnées par la Ville.

Les résidences d'artistes extérieurs et la présentation éventuelle de spectacles par les troupes non conventionnées avec la Ville de Clermont-Ferrand devront être préalablement soumises à l'agrément de celle-ci.

ARTICLE 2- OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE LES GUEPES ROUGES

2.1 Obligations liées à l'activité

Les critères du conventionnement « de droit commun », établis par la Ville et fixés pour les conventionnements 2025-2027, sont les suivants :

- Inscription dans les réseaux régionaux et nationaux de création artistique, de production et de diffusion
- Attention particulière portée aux conditions garantissant la liberté des artistes
- Attention à l'ancrage territorial, en termes de production, de diffusion, et d'action artistique et culturelle
- Capacité à développer des projets en coopération avec d'autres structures artistiques et en connexion avec d'autres partenaires, notamment dans le cadre d'accords conventionnels avec le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice, ou du développement social.
- En capacité de développer un projet artistique original
- En capacité de mobiliser des partenaires institutionnels sur les deux dernières créations
- Installation juridique sur le territoire de la Ville
- Licence d'entrepreneur de spectacle en cours
- En règle avec la législation du travail

Ainsi, la Compagnie, dans le cadre de son activité de création, produit des pièces professionnelles, et développe un projet artistique et culturel (fourni en annexe) sur le territoire, projet qui devra bénéficier en priorité au public clermontois. Néanmoins, la compagnie devra s'attacher, dans son projet de développement, à assurer la diffusion de ces créations en région et hors région, ainsi qu'à développer des liens de partenariat avec des structures professionnelles reconnues au niveau régional ou national.

La compagnie poursuivra et renforcera son travail d'éducation artistique en direction de tous les publics et notamment sur le territoire clermontois dans le domaine théâtral, le but étant de favoriser un accès large pour les publics à cette forme d'expression artistique.

Dans le cadre de ce conventionnement, la compagnie donnera une fois par an un stage de théâtre aux étudiants du Conservatoire Emmanuel Chabrier (COP et COA), dans le but de renforcer le lien entre ces futurs professionnels et des artistes expérimentés. Ce stage s'inscrirait aussi dans le partenariat existant entre le CRR, lieu de formation, et la Cour des trois Coquins, lieu de création.

2.2 Obligations légales

- Contrôle d'activité : l'association rendra compte régulièrement de son action relative au programme arrêté. Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté. L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.

- Responsabilité – Assurances : l'association devra souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile. Ses activités seront placées sous sa responsabilité exclusive.
- Obligations diverses, impôts et taxes : l'association sera débitrice de toutes les taxes, impôts, cotisations sociales.
- Tarifs : l'association veillera à pratiquer des tarifs qui sans être dissuasifs à l'égard de ses adhérents et du public, permettront de dégager des ressources propres et d'auto-financer au maximum ses activités.
- La compagnie mentionnera le soutien de la Ville à ses actions de création ou d'animation, sur tout document, tout support et à l'occasion de toute communication dans les médias, et le valorisera tant sur le territoire que lors de ses échanges en dehors du territoire.
- Les prestations en nature apportées par la Ville seront mentionnées sur les documents comptables annuels.
- Un contrôle financier par la Ville pourra porter sur l'année en cours mais également sur les 3 exercices précédents.
- Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté.
- L'Association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente dans le mois suivant leur approbation.
- L'Association doit établir chaque année un budget prévisionnel et le transmettre à la Ville. Elle s'engage également à fournir l'ensemble des documents demandés dans un délai raisonnable.
- Lorsqu'il apparaît au bilan un déficit, l'Association s'engage à faire connaître à la Ville, par écrit dès que possible, les mesures qu'elle a prises pour résorber celui-ci.
- L'Association s'engage à respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.

ARTICLE 3- LIMITES DE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. En particulier, la Ville ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait soit d'actions engagées par l'Association sans son accord préalable, soit des conséquences d'une faute de gestion.

ARTICLE 4- DIRECTION ARTISTIQUE

La direction artistique de la Compagnie est assurée par Madame Rachel Dufour, si un changement devait intervenir, la présente convention deviendrait caduque.

ARTICLE 5- DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2025. Un rendez-vous de bilan sera organisé chaque fin d'année, entre la Ville et la Compagnie, afin de faire le bilan de l'année écoulée. A cette occasion, la compagnie fournira un bilan annuel d'activités ainsi qu'un bilan financier.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans le préambule.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Ville.

ARTICLE 6- CLAUSE DE COMPÉTENCE

Tout litige provenant de la présente convention est du ressort exclusif des Tribunaux de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 14 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'association,
La Présidente,

Les guêpes rouges - théâtre
17C rue de Bellevue
63000 CLERMONT-FERRAND
04 [illegible]
lesguepesrouges@gmail.com

Viviane ROMANIELLO

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027 ENTRE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND ET L'ASSOCIATION « COMPAGNIE DARUMA»

ENTRE :
La Ville de CLERMONT-FERRAND
Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes
63000 Clermont-Ferrand,
Représentée par son Adjointe en charge de la Politique Culturelle, Mme Isabelle LAVEST,

d'une part,

ET :
- L'Association «COMPAGNIE DARUMA »,
Domiciliée 17 C Rue de Bellevue – 63000 CLERMONT-FERRAND,
Représentée par sa Présidente Sandra DE OLIVEIRA DOS SANTOS

d'autre part.

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

LA COMPAGNIE DARUMA

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

La Compagnie Daruma, dont la direction est assurée par Milène Duhameau, développe son travail de création dans le domaine chorégraphique, au croisement de la danse hip-hop et de la danse contemporaine. Ses création successives, pensées pour le plateau ou les lieux non dédiés, (« Souffle en Silence », « Ici et là », « Fueros », « Hip Hop(s) or not ? », « 1/10e seconde », « No Man's Land », interrogent le corps en mouvement, la question du contact et du toucher. Elle se nourrit de son ressenti face au quotidien pour faire émerger de la matière dansée en explorant des mises en situation provoquant des improvisations.

Très attachée à l'esprit de transmission et de développement de la culture urbaine, Milène Duhameau porte une attention particulière au travail de pratique avec les amateurs, au lien au territoire et à la relation au spectateur. C'est pourquoi elle investit régulièrement l'espace public pour ses créations chorégraphiques : « Snatch ! », dernière création, a été jouée dans le cadre de « Bac In Town » et « Mon été à Clermont ». La prochaine création, « Yes We Fight », prévue pour mars 2015, sera programmée à la Cour des Trois Coquins, en extérieur, pour la clôture de saison en juin 25.

Depuis 2018, la compagnie est en résidence de territoire sur le quartier de Fontaine du Bac, et développe une série d'actions artistiques et culturelles en direction des habitants (écoles, maison de quartiers, public amateur). La compagnie a repris le pilotage du festival « Bac Ground », devenu « Bac In Town », une série de propositions artistiques tout au long de l'année. Ce volet fait l'objet d'un partenariat avec la Direction du Développement Social et Urbain.

En partenariat avec la compagnie Jaïs et la compagne Arkhè, Daruma va aussi assurer la coordination de la deuxième édition du « Grand Bal » en 2025.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBLIGATIONS DE LA VILLE

1.1. Financement

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention d'aide au fonctionnement, sous réserve du vote annuel des crédits nécessaires, dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

Le montant de la subvention s'élève à la somme de 25.000 € pour l'année 2025, pour la partie création du travail de la compagnie.

1.2. Moyens mis à disposition pour les représentations.

La Ville s'engage, sur la durée de la présente convention et pour la bonne exécution de celle-ci, à mettre à disposition de l'association des lieux de représentation dont ceux de la Cour des 3 Coquins, dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux salles municipales, sur demande écrite adressée en Mairie.

L'Association bénéficiera d'une réservation prioritaire du lieu de fabrication théâtrale de la Cour des 3 Coquins, dans des conditions définies par ailleurs.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

La validation de principe par la Ville du projet artistique n'emporte aucunement la création de droits d'occupation d'espaces pour la Compagnie Daruma, autres que ceux définis annuellement en concertation avec les principales compagnies subventionnées par la Ville.

Les résidences d'artistes extérieurs et la présentation éventuelle de spectacles par les troupes non conventionnées avec la Ville de Clermont-Ferrand devront être préalablement soumises à l'agrément de celle-ci.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE DARUMA

2.1 Obligations liées à l'activité

Les critères du conventionnement « de droit commun », établis par la Ville et fixés pour les conventionnements 2025-2027, sont les suivants :
- Inscription dans les réseaux régionaux et nationaux de création artistique, de production et de diffusion ;
- Attention particulière portée aux conditions garantissant la liberté des artistes ;
- Attention à l'ancrage territorial, en termes de production, de diffusion, et d'action artistique et culturelle ;
- Capacité à développer des projets en coopération avec d'autres structures artistiques et en connexion avec d'autres partenaires, notamment dans le cadre d'accords conventionnels avec le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice, ou du développement social ;
- En capacité de développer un projet artistique original ;
- En capacité de mobiliser des partenaires institutionnels sur les deux dernières créations ;
- Installation juridique sur le territoire de la Ville ;
- Licence d'entrepreneur de spectacle en cours ;
- En règle avec la législation du travail.

Ainsi, la compagnie, dans le cadre de son activité de création, produit des pièces chorégraphiques professionnelles, qui devront bénéficier en priorité au public clermontois. Néanmoins, la compagnie devra s'attacher, dans son projet de développement, à assurer la diffusion de ses créations en région et hors région, ainsi qu'à développer des liens de partenariat avec des structures professionnelles reconnues au niveau régional ou national.

La compagnie poursuivra et renforcera son travail d'éducation artistique et de territoire en direction de tous les publics et notamment sur le territoire clermontois dans le domaine de la danse, le but étant de favoriser un accès large pour les publics à cette forme d'expression artistique.

Dans le cadre de ce conventionnement, la compagnie donnera une fois par an un stage aux étudiants du Conservatoire Emmanuel Chabrier (COP et COA), dans le but de renforcer le lien entre ces futurs professionnels et des artistes expérimentés. Ce stage s'inscrirait aussi dans le partenariat existant entre le CRR, lieu de formation, et la Cour des trois Coquins, lieu de création.

2.2 Obligations légales

- Contrôle d'activité : l'association rendra compte régulièrement de son action relative au programme arrêté. Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté. L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.
- Responsabilité – Assurances : l'association devra souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile. Ses activités seront placées sous sa responsabilité exclusive.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

- Obligations diverses, impôts et taxes : l'association sera débitrice de toutes les taxes, impôts, cotisations sociales.
- Tarifs : l'association veillera à pratiquer des tarifs qui sans être dissuasifs à l'égard de ses adhérents et du public, permettront de dégager des ressources propres et d'auto-financer au maximum ses activités.
- La compagnie mentionnera le soutien de la Ville à ses actions de création ou d'animation, sur tout document, tout support et à l'occasion de toute communication dans les médias, et le valorisera tant sur le territoire que lors de ses échanges en dehors du territoire.
- Les prestations en nature apportées par la Ville seront mentionnées sur les documents comptables annuels.
- Un contrôle financier par la Ville pourra porter sur l'année en cours mais également sur les 3 exercices précédents.
- Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté.
- l'Association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente dans le mois suivant leur approbation.
- L'Association doit établir chaque année un budget prévisionnel et le transmettre à la Ville. Elle s'engage également à fournir l'ensemble des documents demandés dans un délai raisonnable.
- Lorsqu'il apparaît au bilan un déficit, l'Association s'engage à faire connaître à la Ville, par écrit dès que possible, les mesures qu'elle a prise pour résorber celui-ci.
- L'Association s'engage à respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.

ARTICLE 3 - LIMITES DE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. En particulier, la Ville ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait soit d'actions engagées par l'Association sans son accord préalable, soit des conséquences d'une faute de gestion.

ARTICLE 4 - DIRECTION ARTISTIQUE

La direction artistique de la Compagnie est assurée par Madame Milène Duhameau, si un changement devait intervenir, la présente convention deviendrait caduque.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2025. Un rendez-vous de bilan sera organisé chaque fin d'année, entre la Ville et la Compagnie, afin de faire le bilan de l'année écoulée. A cette occasion, la compagnie fournira un bilan annuel d'activités ainsi qu'un bilan financier.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans le préambule.

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Ville.

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

ARTICLE 6- CLAUSE DE COMPÉTENCE

Tout litige provenant de la présente convention est du ressort exclusif des Tribunaux de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 14 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'association,
La Présidente,

CIE DARUMA
17 C rue de Bellevue
63000 CLERMONT-FERRAND
04 43 11 14 49
Siret 428 867 500 00066

Sandra DE OLIVEIRA DOS SANTOS

Envoyé en préfecture le 14/01/2025
Reçu en préfecture le 14/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250114-C140125DCCS03-CC

Délégation Auvergne-Rhône-Alpes

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION CADRE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE FORMATION DE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 422-21 et suivants
Vu la décision n° 2017/DEC/007 modifiant la participation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements bénéficiant des formations et interventions du CNFPT,
Vu la délibération n°2014-174 du 5 novembre 2014 relative à la l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière modifiée par la délibération n°2015-104 du 24 juin 2015,
Vu la délibération n°2019/009 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires dans le cadre des formations organisées en intra,
Vu la délibération 2022 - 001 du CNFPT en date du 26 janvier 2022 relative à son projet d'établissement 2022 – 2027,
Vu l'arrêté n° 147249 en date du 3 octobre 2023 portant délégation de signature au délégué, au directeur et aux directeurs adjoints de la délégation Auvergne-Rhône-Alpes,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Clermont-Ferrand du 8 mars 2024,

Entre

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
Délégation Auvergne-Rhône-Alpes
18 rue Edmond Locard – 69005 Lyon
Représenté par son directeur régional, Vincent Fabre

D'une part, dénommé le CNFPT

Et

VILLE DE CLERMONT-FERRAND
Numéro SIRET : 21630113500010 Code NAF : 8411Z
Numéro CMB : 107 784 01
Siège social : 10 Rue Philippe Marcombes – 63033 CLERMONT-FD CEDEX 1
Téléphone : 04.73.42.63.63 – Télécopie : 04.73.40.88.41
Représentée par Monsieur Olivier BIANCHI en qualité de Maire

D'autre part, dénommée la Collectivité

Ci-après conjointement désignés « les parties »

PRÉAMBULE

La formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- Pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du

dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- Pour les agents : d'être pleinement acteurs de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- Pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités dans leur plan de formation et/ou dans le cadre de projets spécifiques accompagnant l'évolution de leur organisation interne ou la mise en place de nouvelles politiques publiques.

La Ville de Clermont-Ferrand est confrontée, comme de nombreuses Collectivités, à trois enjeux complexes : l'impératif écologique, l'attente démocratique, l'exigence sociale. Ils font émerger des problèmes d'un genre nouveau dans la gestion et la mise en œuvre du service public en direction des usagers ; problèmes qui entraînent parfois une perte de sens de la part de certains agents, voire d'un malaise dans l'exercice des missions.
La Collectivité a choisi d'accompagner les agents confrontés à ce contexte nouveau. C'est la motivation première du projet d'administration qui doit permettre d'aborder des sujets du quotidien de l'administration qui constituent des contraintes et des freins pour avancer face aux enjeux écologiques et sociaux. Le projet d'administration vise également à rendre un service public aux clermontois participatif, socialement juste et sobre dans l'emploi des ressources (financières et environnementales).

C'est aussi dans cette perspective que se situe le Projet Management initié par la Ville début 2022, en synergie et en complémentarité avec le Projet d'Administration.
Les managers ont en effet un rôle clé à jouer dans l'accompagnement et l'accélération des transitions écologique, démocratique et sociale mais également dans l'accompagnement et l'embarquement de leurs agent.e.s au quotidien (évolution du rapport au travail, attractivité de certains métiers, recherche de sens au travail, d'autonomie, d'équilibre vie professionnelle / vie personnelle...) et dans l'amélioration du service rendu aux usager.e.s.
L'objet du Projet Management est de déployer différentes actions d'accompagnement répondant à la fois aux besoins de la collectivité et à ceux des managers, afin d'assurer la montée en compétences de ces derniers et leur permettre d'exercer sereinement leurs fonctions dans un contexte de plus en plus mouvant et volatile.
La Ville de Clermont-Ferrand compte aujourd'hui près de 300 agents positionnés sur un métier de management.

Enfin, la Collectivité entend développer les compétences de ses agents, au long court, afin qu'ils soient mieux armés pour comprendre et agir dans un contexte professionnel en transition. C'est le sens du PDC ... définir les orientations stratégiques de formation, en appui du Projet d'Administration et du Plan managérial.
Il a aussi pour dessein de mobiliser les agents et de les encourager à s'engager dans une action de formation relevant du Plan, en lien avec leur métier ou leur projet professionnel d'évolution et de mobilité.

Dans cette perspective, le CNFPT s'est engagé à accompagner la Collectivité dans la réalisation du plan de développement de compétences de ses agents, comme dans son projet d'administration à travers son volet formation dénommée « Form'action » (voir annexe 2), ainsi que le déploiement du plan managérial (sous l'angle de la formation).
C'est pour définir ces engagements et les modalités de cette relation au bénéfice du développement des compétences des agents de la collectivité et de l'accompagnement des transformations de l'administration, que les 2 parties décident de conclure une convention cadre.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir entre les parties les engagements et les modalités de mise en œuvre de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité dans les démarches engagées par celle-ci pour répondre aux enjeux de transition et de transformation : le projet d'administration, le Plan de développement de compétences et le plan managérial.

ARTICLE 2 – LES ORIENTATIONS PRIORITAIRES

2.1 Orientations stratégiques de la collectivité

Comme évoqué dans le préambule, les priorités du mandat 2020-2026 de la Ville de Clermont-Fd consistent à répondre aux grands enjeux contemporains de transition sociale, écologique et démocratique. L'administration - ses agents, ses métiers, son organisation - doit s'adapter en gérant mieux les impacts actuels de ces transitions et anticipant mieux leurs effets dans l'avenir. L'enjeu final consiste à rendre un service public plus participatif, socialement juste et sobre dans l'emploi des ressources (financières et

naturelles).

Objectifs spécifiques des différentes démarches transversales devant mettre en œuvre les priorités du mandat :

2.1.1. Projet d'administration :

L'Administration de la Ville de Clermont-Ferrand construit son Projet d'Administration afin de se donner les moyens de répondre à l'urgence écologique, aux exigences sociales ainsi qu'aux attentes démocratiques. Il tisse la stratégie générale de l'Administration à partir de 3 objectifs AGIR - CO-CONSTRUIRE – APPRENDRE, développés en 5 axes.

- Le pilotage et la coordination des grandes démarches de l'Administration
- L'outillage et la formation des agent.es pour affronter les enjeux actuels
- Le dialogue et l'expérimentation de nouveaux process internes
- L'évaluation et la documentation des actions et des méthodes de travail
- Le récit et la valorisation de l'engagement de chacun.e

Dans ce sens, plusieurs démarches transversales sont en cours, notamment :

- *La Convention d'Administration :* dispositif participatif interne, calqué sur la convention citoyenne, permettant à une centaine d'agent.es tiré.es au sort d'être formé.es sur les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques ainsi que sur les contraintes internes afin de formuler des propositions de fiche actions.
- *La Form'action* (en partenariat avec CNFPT) : répondant à l'enjeu d'outillage et de formation des agent.es, la Form'action est un dispositif de formation permettant au plan de développement des compétences (PDC) de la Ville d'accompagner les agent.es dans les transitions. Il est composé d'un socle (axe V du PDC) et d'un approfondissement (axe VI du PDC).

2.1.2. Plan de développement des compétences :

- Axe 1 : Accompagner les managers à titre individuel et collectif selon les niveaux d'encadrement (proximité, intermédiaire, direction)
- Axe 2 : Développer et valoriser les compétences individuelles nécessaires à l'exercice des métiers de la fonction publique territoriale
- Axe 3 : Promouvoir la santé et maitriser les risques professionnels pour développer la qualité de vie et la sécurité au travail
- Axe 4 : Accompagner les projets de transitions professionnelles et la mobilité des agents
- Axe 5 : Engager une démarche de sobriété écologique et énergétique
- Axe 6 : Construire et mettre en œuvre des politiques publiques qui répondent aux enjeux sociaux, démocratiques, environnementaux.

2.1.3. Projet Management

4 objectifs principaux sont assignés au Projet Management

- Valoriser les managers et leurs compétences
- Créer une communauté managériale de pratiques et d'entraide
- Définir les attendus de la collectivité vis-à-vis de ses managers (ce qui a déjà été formalisé via un Référentiel Managérial qui a été partagé aux managers via un questionnaire pour en mesurer la clarté et l'adhésion)
- Coconstruire avec les managers les actions d'accompagnement

L'effectif de la collectivité au 1er janvier 2023 est de 1846 agents sur postes permanents, cible prioritaire du plan de développement des compétences. En ce qui concerne le projet d'administration, la cible des agents bénéficiaires est élargie aux contractuels-remplaçants, ce qui porte l'effectif total à 2200 agents dont environ 300 managers.

2.2 Orientations stratégiques du CNFPT

Le CNFPT a adopté le 26 janvier 2022 son projet d'établissement 2022-2027 qui réaffirme la formation comme un levier prioritaire pour conforter et faire évoluer les valeurs et les pratiques, tant des collectivités que des agents. Le CNFPT s'inscrit dans une démarche de responsabilité sociétale adaptée, déclinée par cinq axes majeurs :

1. Un établissement fédérateur, partenaire et promoteur de la pertinence de l'action publique locale,

2. Un établissement qui accompagne les collectivités pour répondre aux grands enjeux publics locaux,
3. Un établissement qui garantit un égal accès à la formation et à une offre de qualité,
4. Un établissement qui accompagne les projets et les évolutions professionnelles des agents,
5. Un établissement engagé avec un modèle économique adapté et évolutif.

En mars 2023, le CNFPT a confirmé son soutien aux collectivités territoriales en faveur de la transition écologique à travers 10 engagements, parmi lesquels :

- Former l'ensemble des agents territoriaux à la transition écologique, via un MOOC dédié accessible librement à tout agent ;
- Généraliser l'intégration de la transition écologique dans toutes les formations « métier » ;
- Former les encadrants au management des transitions ;
- Contribuer à la dynamique des acteurs nationaux et locaux.

La Délégation Auvergne-Rhône-Alpes du CNFPT a pour mission de mettre en œuvre au regard des réalités locales l'ensemble de ces objectifs institutionnels.

L'Antenne du Puy-de-Dôme est chargée de la déclinaison locale de cette stratégie par une écoute permanente des besoins et projets des collectivités territoriales, par la mobilisation de son équipe au plus près des dynamiques locales et par la mobilisation de ses moyens d'intervention après discussion avec la Collectivité, principalement via la mise en œuvre de formations INTRA conçues sur mesure avec la Collectivité.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La Ville de Clermont Ferrand s'engage à :

- Etablir de façon annuelle les priorités des demandes de formation INTRA adressées au CNFPT, en cohérence avec son plan de développement des compétences et son projet d'administration ;
- Mobiliser son service formation et les directions « métier » concernées par les projets à conduire pour participer au pilotage du partenariat ;
- Mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre des formations, y compris grâce à l'intervention de formateurs internes dans le cadre du Projet d'administration. Les modalités plus précises sont définies dans l'annexe 4 de la présente convention.

3.2. ENGAGEMENTS DU CNFPT

Le CNFPT s'engage à :

- Mettre à la disposition de la collectivité ses compétences en matière d'ingénierie de formation et d'ingénierie pédagogique ;
- Organiser la programmation et le déploiement des formations, conformément aux modalités définies par l'annexe 4 de la présente convention ;
- Mobiliser – en complément des formations INTRA en présentiel – l'ensemble des ressources formatives et dispositifs spécifiques dont il dispose : webinaires, MOOC, ressources documentaires, formations catalogue, journée d'actualité, etc.

Le programme de formation ainsi défini annuellement est annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 – MODALITES D'INTERVENTION DU CNFPT ET CONDITIONS FINANCIERES APPLICABLES

4.1. MODALITES D'INTERVENTION DU CNFPT

Le CNFPT accompagnera la Collectivité par la mise en place de formations dites « Intra » dont les modalités sont définies à l'article 3.

Le volume de cet accompagnement sera discuté et défini chaque année avec la Collectivité en ce qui concerne le plan de développement des compétences comme le projet d'administration et sera joint au programme de formation annuel et annexé à la présente convention.

L'intervention du CNFPT est considérée comme globale. Il appartient à la collectivité de définir et d'arbitrer ses priorités annuelles en matière de formation et de les présenter au CNFPT.

4.2 – CONDITIONS FINANCIERES APPLICABLES AUX FORMATIONS INTRA

Les actions de formation INTRA sont mises en œuvre sans participation financière des collectivités sauf exceptions indiquées ci-après :

Actions de formations intra sans participation financière peuvent néanmoins donner lieu à facturation dans le cas d'une annulation tardive par la collectivité

En cas d'annulation de l'action de son fait, sans motif valable, la collectivité devra verser au CNFPT une participation financière basée sur le coût fixé dans la fiche récapitulative à hauteur de :

- 50% du montant fixé si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de la formation (de date à date),
- 100% du montant fixé si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de la formation (de date à date).

Le constat de l'annulation tardive est effectué au moyen de la date d'ouverture de la session sur IEL, conjointement fixée au préalable entre le CNFPT et la collectivité cocontractante.

ARTICLE 5 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA CONVENTION CADRE

Un comité de suivi de la convention cadre est institué entre les parties.

Il est composé :

- Pour la collectivité, de/des directeurs généraux des services qui peuvent se faire représenter par la DEC, la DIP et le Directeur délégué en charge du plan management ;
- Pour le CNFPT, du directeur de la délégation Auvergne-Rhône-Alpes qui peut se faire représenter par la directrice adjointe chargée de la formation et/ou le responsable de l'antenne et/ou le conseiller formation de territoire chargé de la collectivité.

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- S'assurer de la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre d'un recensement annuel en déclinaison du présent partenariat ;
- Examiner chaque année le bilan des actions menées et ajuster la stratégie globale de formation le cas échéant ;
- Articuler ses orientations avec les instances de pilotage spécifiques aux projets, telle que l'équipe projet « Form'action » ;
- Régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions ;
- Organiser le reporting aux élus
- Fixer les conditions de valorisation de ce partenariat dans les réseaux professionnels et dans les travaux scientifiques (voir article 6)

Il se réunit au minimum une fois par an pour réaliser le bilan quantitatif et qualitatif de l'année écoulée et identifier le programme d'actions de l'année à venir.

Le comité de suivi s'appuie sur le rapport d'activité établi par le CNFPT pour le compte de la collectivité.

ARTICLE 6 – VALORISATION DU PARTENARIAT

Les parties s'engagent à valoriser les projets développés au titre de la présente convention.

Concernant en particulier l'expérimentation que représentent la « Form'action » et la convention d'administration, les moyens suivants pourront être mobilisés :

- Retour d'expérience formalisé au sein de l'équipe projet ;
- Participation des membres de l'équipe projet à des groupes de travail du CNFPT ou d'autres acteurs mettant en œuvre des projets pédagogiques sur le sujet des transitions ;
- Participation à des programmes de recherche (en tant que terrain d'observation), dans la perspective d'une valorisation dans des revues scientifiques ;
- Etude de capitalisation externe.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à promouvoir, par tout support approprié, les actions prévues et mises en œuvre dans le cadre de la déclinaison de la présente convention.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Les intervenants et les stagiaires doivent respecter le règlement intérieur et les consignes de sécurité de l'établissement dans lequel se déroule l'action.

Durant la période de formation, le stagiaire reste, en matière d'accident de service, sous la responsabilité de son employeur. Les véhicules des stagiaires ne sont pas couverts par le CNFPT.

Le CNFPT souscrit une assurance couvrant les dommages subis par les stagiaires ou causés à autrui du fait des stagiaires pendant la durée de la formation. Cette assurance interviendra uniquement dans le cas de frais résiduels non couverts par l'employeur, la sécurité sociale et/ou l'assureur de l'agent.

Dans le cas où l'action se déroule dans les locaux dépendant de la collectivité, celle-ci doit avoir souscrit une assurance couvrant les risques encourus au titre de l'action à réaliser.

ARTICLE 9 – DURÉE

La présente convention cadre est conclue pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS / AVENANTS

La présente convention peut faire l'objet d'évolutions à la faveur du développement des projets portés par la Collectivité. Celles-ci seront alors spécifiées par avenant.

De même les programmes d'activités annuels sur lesquels les parties se sont accordés, les modalités et le volume d'intervention du CNPT seront également précisés par avenant à la présente.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION

La présente convention de partenariat peut être dénoncée par les parties par l'envoi d'une lettre recommandé avec accusé de réception postal, avec préavis d'**un (1) mois.**

ARTICLE 12 – LITIGE

Tout litige relevant de la présente convention de partenariat fera l'objet d'un règlement à l'amiable.
À défaut, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif territorialement compétent.

La présente convention cadre est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait à Clermont-Ferrand, le 15 janvier 2025

Pour le CNFPT
Le directeur régional Auvergne-Rhône Alpes

Vincent Fabre

Pour la Ville de Clermont-Ferrand,
Le Conseiller Municipal Délégué

Frederic Pilaud

Annexe 1 – Présentation du projet d'administration

La force de l'administration communale est d'assurer un service public de proximité au plus près des Clermontois.es. C'est pourquoi nous sommes directement confronté.e.s aux grands bouleversements que rencontrent notre monde et notre territoire : la crise écologique bien sûr, mais aussi les nouvelles questions sociales qui émergent (lutte contre les discriminations, égalité des droits, nouveaux besoins sociaux des populations...), et les aspirations légitimes de la population à participer à la décision locale.
En interne, ces bouleversements entraînent de nouveaux questionnements sur nos activités et créent parfois des tensions dans notre manière de fonctionner. Ils nous amènent surtout à une perte de repères : nos façons de faire historiques, si efficaces par le passé, ne sont plus complètement adaptées aux enjeux actuels et futurs.

C'est ce phénomène que nous appelons les transitions, écologiques, sociales et démocratiques.

Ces transitions sont traduites respectivement par l'impératif écologique de s'adapter et de répondre aux bouleversements environnementaux ; par l'attente démocratique de construire des réponses collectives en transformant l'administration et ses pratiques ; et par l'exigence sociale de prendre en compte les besoins de chacun.e pour réduire les inégalités du territoire.

Le projet d'administration est avant tout un processus qui vise à engager les agents et les cadres dans la transition vers un nouveau modèle de fonctionnement et de développement. Il a comme mot d'ordre : **agir, coconstruire et apprendre collectivement pour renforcer la transformation de l'administration.**

Pour ce faire, deux grandes démarches seront lancées :
- LA CONVENTION D'ADMINISTRATION
- LA FORM'ACTION

Focus sur la Convention d'administration :

C'est une démarche interne pour accélérer et faciliter la transition de l'administration vers un modèle plus sobre, plus juste et plus participatif. Il s'agit de réunir régulièrement environ 80 agents tirés au sort et volontaires, jusqu'en juin 2024, pour vivre une expérience inédite de participation : réfléchir entre collègues sur les obstacles que rencontre l'administration dans sa transition, aller sur le terrain et rencontrer des intervenant.e.s extérieurs pour mieux comprendre les problèmes, et construire des pistes de solutions concrètes.

A terme, la Convention pourra proposer un référentiel de l'administration en transition pour orienter et évaluer l'action de l'administration pour répondre aux enjeux de transition.
La Convention d'administration, c'est en tout 8,5 jours d'investissement de décembre 2023 à juin 2024, sur le temps de travail des agents.

Annexe 2 – Plan de développement des compétences

Le Plan de développement des compétences est un des leviers que la ville met à disposition de ses agents pour les accompagner individuellement et collectivement dans l'exercice de leurs missions.
En effet, la formation est un moyen incontournable pour maintenir, développer et acquérir les compétences et les pratiques qui permettront à chacun des agents de la collectivité de rendre possible la réalisation des orientations stratégiques de notre Administration, de faciliter la transition de nos organisations et l'évolution des parcours professionnels.

Le Plan de Développement des Compétences triennal se donne comme objectif de définir les orientations stratégiques de formation, en appui du Projet d'Administration et du Plan managérial.
Il a aussi pour dessein de mobiliser les agents et de les encourager à s'engager dans une action de formation relevant du présent Plan, en lien avec leur métier ou leur projet professionnel d'évolution et de mobilité.

Annexe 3 – Présentation de la « Form'action » et de la convention d'administration

Objectifs et activités

La « Form'action » est un dispositif de formation destinée à sensibiliser les 2200 agents de la Ville de Clermont Ferrand aux transitions écologique, sociale et démocratique, qui constituent le socle du projet d'administration de la collectivité.

Elle est constituée de :

- Un tronc commun composé de 4 demi-journées obligatoires pour tous les agents en présentiel grand groupe (200 agents) avec 2 objectifs :
    - Transmettre une connaissance et une compréhension générale des phénomènes (intervenants CNFPT pour les 3 premières demi-journées) ;
    - Présenter des expériences et réalisations clermontoises en lien avec le sujet (intervenants Ville);

- Un volet optionnel d'approfondissement lui-même composé de plusieurs modules (ateliers internes, mise à disposition de ressources pédagogiques pour l'autoformation) qui pourra être enrichi progressivement ;

- Un volet optionnel d'approfondissement individuel, via le plan de développement des compétences (formations catalogue, formations en situation de travail).

Un forfait sera défini pour le suivi des modules optionnels, qui ouvrira pour les agents volontaires un « compte Form'action » leur permettant de valoriser leur engagement dans le dispositif selon des modalités qui restent à définir.

Dans le cadre du projet, des actions de formation de formateurs pourront être conduites pour permettre aux agents de la Collectivité d'intervenir dans le cadre du tronc commun décrit ci-dessus.

La Convention d'administration est un dispositif participatif interne à la collectivité dont l'objectif est de construire le référentiel de l'administration en transition (« boussole ») et d'élaborer les actions qui devront être mises en œuvre pour sa dissémination (formation collective, renforcement de la transversalité…).
Selon des modalités qui restent à définir, le CNFPT pourra accompagner le volet formation de ce dispositif et produire des attestations de suivi de formation pour les agents engagés dans la convention d'administration, dans l'objectif de valoriser leur implication.

Calendrier de mise en œuvre

- Test de la « Form'action » : automne 2023
- Déploiement de la « Form'action » : 2024-2025
- Convention citoyenne : 2024
- Dissémination du projet d'administration : à partir de 2025

Pilotage du projet

L'accompagnement du projet d'administration est piloté par l'équipe projet, composé de différentes directions de la Collectivité et du CNFPT. L'équipe projet pourra être élargie à d'autres membres, au cours du déploiement du projet.

Elle a vocation à définir collectivement les axes du projet et à assurer leur mise en œuvre. Elle est pilotée par la cheffe de projet de la direction de l'innovation publique de la Collectivité, qui détermine la fréquence et l'ordre du jour des réunions.

Annexe 4 – Modalités de mise en œuvre des actions de formation

Le CNFPT :

- Définit les contenus des formations en lien avec la Collectivité;
- Organise les actions de formation à l'exclusion des moyens techniques (*salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc.*) ;
- Inventorie les ressources formatives existantes susceptibles d'être mises à disposition des agents de la Ville de Clermont Ferrand en parallèle des formations INTRA en présentiel ;
- Recrute les intervenants chargés d'animer les formations et les mobilise le cas échéant y compris lors de la phase de conception des contenus et d'ingénierie pédagogique ;
- Rémunère les intervenants nécessaires et demeure le seul interlocuteur entre eux et la collectivité pour les aspects tant pédagogiques que logistiques ;
- Prend en charge les frais de déplacement des intervenants (transport, restauration et hébergement) ;
- Transmet un exemplaire de l'ensemble de la documentation de la formation à la collectivité (pour duplication si besoin) et/ou assure la mise à disposition en ligne des supports de formation via son site internet ;
- Adresse à l'ensemble des stagiaires à l'issue de l'action par APPLICREA un questionnaire d'évaluation dématérialisé ;
- Délivre les attestations de présence en formation ;

De plus il est précisé que dans le cadre de formations Intra, le CNFPT :

- Ne prend pas en charge ni les frais ou l'organisation des repas, ni le transport, ni l'hébergement des stagiaires.
- Se réserve le droit 10 jours ouvrés avant la date de début de l'action de formation d'annuler la session, en concertation avec la collectivité, si le nombre d'inscrits sur la plate-forme d'inscription en ligne (IEL) demeure inférieur à l'effectif minimum convenu.

La Collectivité :

- Etablit une fiche projet pour chaque demande de formation ;
- S'assure de la participation du nombre minimum de stagiaires préalablement arrêté d'un commun accord avec le CNFPT pour garantir la qualité des formations ;
- Informe les agents sur les objectifs et le contenu des formations ;
- Organise les moyens techniques dédiés à la formation et prend en charge les coûts éventuellement engendrés (salles de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, reprographie des supports etc.) ;
- Informe le CNFPT du lieu de déroulement de la formation ;
- Avertit par écrit (courriel) le CNFPT de l'annulation ou de la modification de la session ;
- S'assure de l'accueil des agents en formation et de l'intervenant (en l'absence d'un agent du CNFPT) ;
- Communiquera au CNFPT les feuilles d'émargement (ou par l'intervenant le cas échéant / en l'absence d'un agent du CNFPT).
- S'engage à avoir un minimum de 10 agents inscrits à la formation sauf exceptions liées à des obligations réglementaires et pédagogiques (ex : formation Santé Sécurité au Travail, informatique - bureautique) ;
- Procède à l'inscription des agents à partir de la plate-forme de dématérialisation des inscriptions mis à disposition par le CNFPT (IEL), et se charge des éventuelles modifications de la composition du groupe (annulation, nouvelles inscriptions etc.) ; Elle renseigne leurs adresses courriel dans la fiche « agent » afin que le CNFPT puisse leur transmettre les codes d'accès à la documentation et aux applications utiles disponibles à distance, comme le bilan dématérialisé à renseigner sur APPLICREA ;
- Convoque les agents inscrits sur la plateforme IEL.

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**C150125DRHTA01**
Objet :	**Convention cadre pour l'accompagnement des projets de formation de la Ville de Clermont-Ferrand**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-23 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.6 - Emploi-formation professionnelle
Identifiant unique :	063-216301135-20250123-C150125DRHTA01-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250123-C150125DRHTA01-CC-1-1_0.xml	text/xml	925 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : Convention cadre pour l_accompagnement des projets de formation de la Ville de Clermont_Ferrand _ Sign__e le 15 janvier 2025_1_1.pdf Nom métier : 99_DC-063-216301135-20250123-C150125DRHTA01-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	674.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	23 janvier 2025 à 08h46min06s	Dépôt initial
En attente de transmission	23 janvier 2025 à 08h46min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	23 janvier 2025 à 08h46min08s	Transmis au MI
Acquittement reçu	23 janvier 2025 à 08h47min42s	Reçu par le MI le 2025-01-23

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » ayant son siège social rue Abbé de l'Épée-- 63000 Clermont-Ferrand et représentée par sa Présidente, Brigitte LEFEVRE,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

En complément des dispositions de la convention d'objectifs en date du 1 mars 2023 qui définit les modalités de la relation entre la Ville et l'association, les parties conviennent de préciser :

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » pour l'année 2025. A cet effet, il fixe le cadre général de la participation de la Ville au financement de « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale ». Il précise les modalités de l'évaluation annuelle de la Comédie sur la base de critères prédéfinis qui permettront d'analyser les résultats de façon objective.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs du présent avenant et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention « complément de prix » à l'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 2 250 000 € TTC.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur. La TVA sera appliquée selon la réglementation en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 2 180,82 €.

ARTICLE 3. BILAN D'ACTIVITÉS ET ÉVALUATION ANNUELS

L'évaluation des conditions de réalisation des différentes missions et des actions auxquelles les collectivités ont apporté un concours spécifique est réalisé annuellement. Elle est présentée systématiquement, chaque année, à l'occasion d'un conseil d'administration de l'association et sera, si possible, corrélée à une présentation financière analytique.

Les critères d'évaluation devront permettre d'apprécier la réalisation des objectifs généraux comme :
- les enjeux et la qualité artistique de la programmation
- la politique des publics (élargissement des publics, formation du spectateur, éducation artistique et culturelle)
- l'accompagnement des artistes (artistes associés, artistes installés sur le territoire, coproduction et résidences)
- l'insertion de la Comédie – Scène nationale dans son environnement (actions engagées en direction de chaque territoire (municipal, métropolitain, départemental, régional), mise en œuvre des dispositifs et moyens dédiés.

Les écrits : tableaux de suivi, bilans par action, grille annuelle des indicateurs, viendront compléter ce bilan.

ARTICLE 4. COMMUNICATION

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville."

ARTICLE 5. DURÉE DE L'AVENANT

Le présent avenant est conclu jusqu'au 31 décembre 2025.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 15 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

La Première Adjointe

Christine DULAC-ROUGERIE

La Présidente de l'Association,

Brigitte LEFEVRE

La Comédie de Clermont
rue Abbé-de-l'Épée · CS 20099
63038 Clermont-Ferrand Cedex
04 43 55 43 43
lacomediedeclermont.com
Siret 413 893 140 000 17 · APE 9001Z

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS01-CC

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme» ayant son siège social 3 rue Gaultier de Biauzat – 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Président Sylvain PARIS,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles pe[illegible] contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

• Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement du fonctionnement des locaux municipaux (bureaux associatifs et studios de répétition du Comptoir des Sons) et de sa programmation culturelle à la Petite Gaillarde.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme», dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 38 100 € au titre de l'aide au fonctionnement.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

L'association bénéficie de la mise à disposition gracieuse d'un espace municipal pour un montant estimé à 30 849 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Peuple et Culture Puy-de-Dôme » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 15 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Le Président de l'Association

PEUPLE ET CULTURE
PUY-DE-DÔME
3, Rue Gaultier de Biauzat
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél. 04.73.36.05.36 - Fax 04.73.36.38.36

Sylvain PARIS

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027 ENTRE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND ET L'ASSOCIATION «NAVTA»

ENTRE :
La Ville de CLERMONT-FERRAND
Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes
63000 Clermont-Ferrand,
Représentée par son adjointe en charge de la politique culturelle, Mme Isabelle LAVEST,

d'une part,

ET :
L'Association «NAVTA»,
Domiciliée –84 bis rue de Beaupeyras - 63100 CLERMONT-FERRAND,
Représentée par sa présidente, Marion FAUCHER

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

• **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

LA COMPAGNIE NAVTA

La compagnie Navta a été créée par Marie-Anne Denis, autrice, comédienne et metteuse en scène, afin de réaliser ses créations théâtrales. Elle développe un travail original autour des écritures du réel, s'intéressant aux parcours de vie singuliers. Son écriture est fictionnelle tout conservant une approche documentaire. Sa première création, Rose my dear, retraçant l'histoire d'une tenancière de bar imaginée pour être jouée dans des bars a su montrer son approche originale.

Tout en continuant à tourner cette création, Marie-Anne Denis souhaite porter un nouveau projet, qui se jouera au plateau avec quatre interprètes, intitulé Des tonnes et des tonnes de gravats. La création est prévue à l'automne 2025 à la Cour des 3 Coquins, où des résidences sont également prévues. Cette pièce

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

retrace le parcours d'une famille populaire habitant en HLM, ses espoirs, ses colères et ses désillusions, le rapport de ses membres au travail, à la culture, à la société. Il s'agit d'une écriture originale de Marie-Anne, réalisée à partir d'une collecte de témoignages effectuée sur le quartier St Jacques avant la démolition de la « Muraille de Chine ».

En parallèle, Marie-Anne Denis souhaiterait développer un travail avec les habitantes et habitants du quartier Anatole-France, en lien avec la Cour des Trois Coquins. L'idée serait de créer une série théâtrale, d'après une collecte de témoignages des habitants du quartier. La Cour des 3 Coquinspourrait être relai, pour favoriser le lien avec les habitants, ainsi que le Tiers lieu jeunesse. La création de cette série donnerait lieu à des temps de représentation à la Cour, où les habitants du quartier seraient bien sûr conviés. Ce projet pourrait se déployer sur les années 26/27.

Enfin, sur la dernière année de conventionnement, Marie-Anne Denis souhaite engager un nouveau projet de création intitulé Alice #MeToo, partant du personnage d'Alice au pays des merveilles pour évoquer l'enfance en danger.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBLIGATIONS DE LA VILLE

1.1. Financement

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention d'aide au fonctionnement, sous réserve du vote annuel des crédits nécessaires, dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

Le montant de la subvention s'élève à la somme de 10.000 € pour l'année 2025, pour la partie création du travail de la compagnie.

1-2. Moyens mis à disposition pour les représentations.

La Ville s'engage, sur la durée de la présente convention et pour la bonne exécution de celle-ci, à mettre à disposition de l'association des lieux de représentation dont ceux de la Cour des 3 Coquins, dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux salles municipales, sur demande écrite adressée en Mairie.

L'Association bénéficiera d'une réservation prioritaire du lieu de fabrication théâtrale Cour des 3 Coquins, dans des conditions par ailleurs définies.

La validation de principe par la Ville du projet artistique n'emporte aucunement la création de droits d'occupation d'espaces pour la Compagnie Navta, autres que ceux définis annuellement en concertation avec les principales compagnies subventionnées par la Ville.

Les résidences d'artistes extérieurs et la présentation éventuelle de spectacles par les troupes non conventionnées avec la Ville de Clermont-Ferrand devront être préalablement soumises à l'agrément de celle-ci.

ARTICLE 2- OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE NAVTA

Les critères du conventionnement à l'émergence, établis par la Ville et fixés pour les conventionnements 2025-2027, sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

- Avoir un projet artistique formalisé
- Avoir moins de 2 créations réalisées
- être en capacité d'accepter toute forme d'accompagnement, de soutien et/ou de tutorat dans la perspective d'une première structuration (actions de mutualisation de compétences et de moyens)
- être en capacité d'inscrire son projet dans une relation forte au territoire et d'aller à la rencontre de différents publics
- Installation juridique sur le territoire de la Ville
- Licence d'entrepreneur de spectacle en cours
- En règle avec la législation du travail

Ainsi, la Compagnie, dans le cadre de son activité de création, produit des pièces théâtrales professionnelles, et développe un projet artistique et culturel (fourni en annexe) sur le territoire, projet qui devra bénéficier en priorité au public clermontois, tout en cherchant une diffusion plus large. Un travail d'éducation artistique et culturelle sera mené en direction des différents publics. Sur ces différents aspects, la compagnie pourra bénéficier de l'accompagnement de l'équipe du service spectacle vivant et de la Cour des Trois Coquins.

Obligations légales :

- Contrôle d'activité : l'association rendra compte régulièrement de son action relative au programme arrêté. Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté. L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.
- Responsabilité – Assurances : l'association devra souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile. Ses activités seront placées sous sa responsabilité exclusive.
- Obligations diverses, impôts et taxes : l'association sera débitrice de toutes les taxes, impôts, cotisations sociales.
- Tarifs : l'association veillera à pratiquer des tarifs qui sans être dissuasifs à l'égard de ses adhérents et du public, permettront de dégager des ressources propres et d'auto-financer au maximum ses activités.
- La compagnie mentionnera le soutien de la Ville à ses actions de création ou d'animation, sur tout document, tout support et à l'occasion de toute communication dans les médias, et le valorisera tant sur le territoire que lors de ses échanges en dehors du territoire.
- Les prestations en nature apportées par la Ville seront mentionnées sur les documents comptables annuels.
- Un contrôle financier par la Ville pourra porter sur l'année en cours mais également sur les 3 exercices précédents.
- Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté.
- L'Association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente dans le mois suivant leur approbation.
- L'Association doit établir chaque année un budget prévisionnel et le transmettre à la Ville. Elle s'engage également à fournir l'ensemble des documents demandés dans un délai raisonnable.
- Lorsqu'il apparaît au bilan un déficit, l'Association s'engage à faire connaître à la Ville, par écrit dès que possible, les mesures qu'elle a prises pour résorber celui-ci.
- L'Association s'engage à respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.

ARTICLE 3- MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention sera versée par mandat administratif après le vote en Conseil Municipal, et sous réserve de la disponibilité des crédits.

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250115-C150125DCCS03-CC

ARTICLE 4- LIMITES DE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. En particulier, la Ville ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait soit d'actions engagées par l'Association sans son accord préalable, soit des conséquences d'une faute de gestion.

ARTICLE 5- DIRECTION ARTISTIQUE

La direction artistique de la Compagnie est assurée par Mme Marie-Anne Denis. Si un changement devait intervenir, la présente convention deviendrait caduque.

ARTICLE 6- DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2025. Elle est renouvelable, sous réserve de la présentation par l'association des documents financiers et comptables et du respect de l'ensemble de ses clauses. Un rendez-vous de bilan sera organisé chaque fin d'année, entre la Ville et la Compagnie, afin de faire le bilan de l'année écoulée. A cette occasion, la compagnie fournira un bilan annuel d'activités ainsi qu'un bilan financier.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans le préambule.

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Ville.

ARTICLE 7- CLAUSE DE COMPETENCE

Tout litige provenant de la présente convention est du ressort exclusif des Tribunaux de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 15 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'association,
La Présidente,

Marion FAUCHER

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » ayant son siège social rue Abbé de l'Épée-- 63000 Clermont-Ferrand et représentée par sa Présidente, Brigitte LEFEVRE,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

- **Projet culturel 2016-2026**

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

En complément des dispositions de la convention d'objectifs en date du 1 mars 2023 qui définit les modalités de la relation entre la Ville et l'association, les parties conviennent de préciser :

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » pour l'année 2025. A cet effet, il fixe le cadre général de la participation de la Ville au financement de « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale ». Il précise les modalités de l'évaluation annuelle de la Comédie sur la base de critères prédéfinis qui permettront d'analyser les résultats de façon objective.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs du présent avenant et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention « complément de prix » à l'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 2 250 000 € TTC.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur. La TVA sera appliquée selon la réglementation en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 2 180,82 €.

ARTICLE 3. BILAN D'ACTIVITÉS ET ÉVALUATION ANNUELS

L'évaluation des conditions de réalisation des différentes missions et des actions auxquelles les collectivités ont apporté un concours spécifique est réalisé annuellement. Elle est présentée systématiquement, chaque année, à l'occasion d'un conseil d'administration de l'association et sera, si possible, corrélée à une présentation financière analytique.

Les critères d'évaluation devront permettre d'apprécier la réalisation des objectifs généraux comme :
- les enjeux et la qualité artistique de la programmation
- la politique des publics (élargissement des publics, formation du spectateur, éducation artistique et culturelle)
- l'accompagnement des artistes (artistes associés, artistes installés sur le territoire, coproduction et résidences)
- l'insertion de la Comédie – Scène nationale dans son environnement (actions engagées en direction de chaque territoire (municipal, métropolitain, départemental, régional), mise en œuvre des dispositifs et moyens dédiés.

Les écrits : tableaux de suivi, bilans par action, grille annuelle des indicateurs, viendront compléter ce bilan.

ARTICLE 4. COMMUNICATION

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'association « La Comédie de Clermont-Ferrand – Scène Nationale » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville."

ARTICLE 5. DURÉE DE L'AVENANT

Le présent avenant est conclu jusqu'au 31 décembre 2025.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 16 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

La Première Adjointe

Christine DULAC-ROUGERIE

La Présidente de l'Association,

Brigitte LEFEVRE

La Comédie de Clermont
rue Abbé-de-l'Épée · CS 20099
63038 Clermont-Ferrand Cedex
04 43 55 43 43
lacomediedeclermont.com
Siret 413 893 140 000 17 · APE 9001Z

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Infinisciences » (créée le 09 février 2016 – n° de déclaration en Préfecture : W632008104, et ayant son siège social 7 bis, rue Jean l'Olagne 63000 Clermont-Ferrand), représentée par son Président, Nicolas LAPORTE,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

- **Projet culturel 2016-2026**

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des li[illegible] accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :
- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Infinisciences » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement des activités de l'association telles que ses conférences annuelles.

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Infinisciences », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 6 000 €, ainsi qu'à l'octroi d'une servitude de gratuité à Polydome.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 1 658 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Infinisciences » s'engage à fournir chaque année à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Infinisciences » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Infinisciences » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 16 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour **Le Président de l'Association**, Hervé Chalbeil,
Secrétaire

Nicolas LAPORTE

Envoyé en préfecture le 16/01/2025
Reçu en préfecture le 16/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250116-C160125DCCS01-CC

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2027 ENTRE LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND ET L'ASSOCIATION « THEATRE DE ROMETTE »

ENTRE :
La Ville de CLERMONT-FERRAND
Domiciliée 10 rue Philippe Marcombes
63000 Clermont-Ferrand,
Représentée par son adjointe en charge de la politique culturelle, Mme Isabelle LAVEST,

d'une part,

ET :
L'Association «THEATRE DE ROMETTE »,
Domiciliée 17C rue de Bellevue – 63000 CLERMONT-FERRAND,
Représentée par son président, Xavier PRIEUR,

d'autre part.

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

• **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

LA COMPAGNIE LE THÉÂTRE DE ROMETTE

Johanny Bert, directeur artistique, a créé sa Cie en 2000, autour de la marionnette et du théâtre d'objets. C'est au fur et à mesure de ses rencontres et des créations qu'il a construit un langage singulier en cherchant principalement à confronter l'acteur, à la matière, la forme marionnettique. Chaque création naît d'une nécessité intime, d'un désir artistique et c'est en équipe qu'il bâtit un dispositif qui se réinvente à chaque spectacle en fonction de la dramaturgie, du propos créant des formes toujours nouvelles, en direction du jeune public ou du public adulte.

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

Ses créations naissent souvent de commandes d'écritures ou de textes d'auteurs.trices contemporains.nes et d'une recherche exigente de nouvelles formes théâtrales, marionnettiques pour différents publics.
Depuis la création de la Compagnie, Johanny Bert et son équipe ont produit 19 créations sur le territoire jouées dans différents réseaux. 12 de ses créations ont été en imaginées spécifiquement pour une diffusion en itinérance notamment « Les Pieds dans les nuages », « Histoires Post-it », « L'Opéra du Dragon », « Elle pas princesse / Lui pas héros ». Des créations In Situ comme « Ceux d'en Face » à Riom ou « Les révolutionnaires » au Domaine Royal de Randan. Une performance pour le festival Effervescences 2017 d'après le texte de Marc-Emmanuel Soriano ou encore « Un lieu à soi », un projet d'art vidéo marionnettique durant les deux années de chantier de la futur Comédie.

Plusieurs créations « plateau » ont vu le jour à Clermont-Ferrand répétées souvent à La Cour des 3 coquins ou à La Comédie de Clermont-Ferrand, où Johanny Bert a été artiste associé durant plusieurs années. Les dernières créations en date sont « Le Processus », pièce pour les adolescents sur la question de l'avortement, « Hen », cabaret marionnettique répété à la Cour des Trois Coquins et joué à la Comédie, et « Le Spleen de l'Ange », créé à la Cour pour l'ouverture de saison en octobre 2024.

La Compagnie bénéficie d'un fort rayonnement national (cf les bilans de diffusion entre 150 et 300 représentations par saison) dans différents lieux de diffusion et festivals. Son passage au Festival d'Avignon avec « Hen » en 2019 lui a valu les éloges de la presse nationale (Télérama, Le Monde, Les Inrocks ...)
Le développement à l'international est également présent (Chine, Italie, Luxembourg, Suisse, Brésil, Allemagne, Afrique, Belgique...).

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBLIGATIONS DE LA VILLE

1.1. Financement

En contrepartie des obligations imposées par la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention d'aide au fonctionnement, sous réserve du vote annuel des crédits nécessaires, dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

Le montant de la subvention s'élève à la somme de 25.000 € pour l'année 2025, pour la partie création du travail de la compagnie.

1-2. Moyens mis à disposition pour les représentations.

La Ville s'engage, sur la durée de la présente convention et pour la bonne exécution de celle-ci, à mettre à disposition de l'association des lieux de représentation dont ceux de la Cour des 3 Coquins, dans le cadre des négociations relatives à l'accès aux salles municipales, sur demande écrite adressée en Mairie.

L'Association bénéficiera d'une réservation prioritaire du lieu de fabrication théâtrale de la Cour des 3 Coquins, dans des conditions par ailleurs définies.

La validation de principe par la Ville du projet artistique n'emporte aucunement la création de droits d'occupation d'espaces pour la compagnie autres que ceux définis annuellement en concertation avec les principales compagnies subventionnées par la Ville.

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

Les résidences d'artistes extérieurs et la présentation éventuelle de spectacles [illegible] conventionnées avec la Ville de Clermont-Ferrand devront être préalablement soumises à l'agrément de celle-ci.

ARTICLE 2- OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE LE THEATRE DE ROMETTE

2.1 Obligations liées à l'activité

Les critères du conventionnement « de droit commun », établis par la Ville et fixés pour les conventionnements 2025-2027, sont les suivants :

- Inscription dans les réseaux régionaux et nationaux de création artistique, de production et de diffusion
- Attention particulière portée aux conditions garantissant la liberté des artistes
- Attention à l'ancrage territorial, en termes de production, de diffusion, et d'action artistique et culturelle
- Capacité à développer des projets en coopération avec d'autres structures artistiques et en connexion avec d'autres partenaires, notamment dans le cadre d'accords conventionnels avec le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice, ou du développement social.
- En capacité de développer un projet artistique original
- En capacité de mobiliser des partenaires institutionnels sur les deux dernières créations
- Installation juridique sur le territoire de la Ville
- Licence d'entrepreneur de spectacle en cours
- En règle avec la législation du travail

Ainsi, la Compagnie, dans le cadre de son activité de création, produit des pièces professionnelles, et développe un projet artistique et culturel (fourni en annexe) sur le territoire, projet qui devra bénéficier en priorité au public clermontois. Néanmoins, la compagnie devra s'attacher, dans son projet de développement, à assurer la diffusion de ces créations en région et hors région, ainsi qu'à développer des liens de partenariat avec des structures professionnelles reconnues au niveau régional ou national.

La compagnie poursuivra et renforcera son travail d'éducation artistique en direction de tous les publics et notamment sur le territoire clermontois dans le domaine théâtral, le but étant de favoriser un accès large pour les publics à cette forme d'expression artistique.

Dans le cadre de ce conventionnement, la compagnie donnera une fois par an un stage de théâtre aux étudiants du Conservatoire Emmanuel Chabrier (COP et COA), dans le but de renforcer le lien entre ces futurs professionnels et des artistes expérimentés. Ce stage s'inscrirait aussi dans le partenariat existant entre le CRR, lieu de formation, et la Cour des trois Coquins, lieu de création.

2.2 Obligations légales

- Contrôle d'activité : l'association rendra compte régulièrement de son action relative au programme arrêté. Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté. L'association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente.
- Responsabilité – Assurances : l'association devra souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile. Ses activités seront placées sous sa responsabilité exclusive.
- Obligations diverses, impôts et taxes : l'association sera débitrice de toutes les taxes, impôts, cotisations sociales.
- Tarifs : l'association veillera à pratiquer des tarifs qui sans être dissuasifs à l'égard de ses adhérents et du public, permettront de dégager des ressources propres et d'auto-financer au maximum ses activités.

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

- La compagnie mentionnera le soutien de la Ville à ses actions de création ou d'animation, sur tout document, tout support et à l'occasion de toute communication dans les médias, et le valorisera tant sur le territoire que lors de ses échanges en dehors du territoire.
- Les prestations en nature apportées par la Ville seront mentionnées sur les documents comptables annuels.
- Un contrôle financier par la Ville pourra porter sur l'année en cours mais également sur les 3 exercices précédents.
- Un mandataire désigné par la Ville pourra vérifier l'utilisation de la subvention sur le plan quantitatif et qualitatif. Il pourra demander des explications en cas de décalage entre l'état des objectifs à atteindre et le programme arrêté.
- L'Association s'engage à fournir le rapport moral et le rapport d'activité de l'année précédente dans le mois suivant leur approbation.
- L'Association doit établir chaque année un budget prévisionnel et le transmettre à la Ville. Elle s'engage également à fournir l'ensemble des documents demandés dans un délai raisonnable.
- Lorsqu'il apparaît au bilan un déficit, l'Association s'engage à faire connaître à la Ville, par écrit dès que possible, les mesures qu'elle a prises pour résorber celui-ci.
- L'Association s'engage à respecter la législation fiscale et sociale propre à son activité.

ARTICLE 3- LIMITES DE L'ENGAGEMENT DE LA VILLE

La Ville entend limiter ses engagements à ceux qui découlent de la présente convention. En particulier, la Ville ne participera pas au financement d'un déficit qui proviendrait soit d'actions engagées par l'Association sans son accord préalable, soit des conséquences d'une faute de gestion.

ARTICLE 4- DIRECTION ARTISTIQUE

La direction artistique de la Compagnie est assurée par Johanny Bert, si un changement devait intervenir, la présente convention deviendrait caduque.

ARTICLE 5- DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION – RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2025. Un rendez-vous de bilan sera organisé chaque fin d'année, entre la Ville et la Compagnie, afin de faire le bilan de l'année écoulée. A cette occasion, la compagnie fournira un bilan annuel d'activités ainsi qu'un bilan financier.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans le préambule.

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Ville.

ARTICLE 6- CLAUSE DE COMPÉTENCE

Tout litige provenant de la présente convention est du ressort exclusif des Tribunaux de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 17 JAN. 2025

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

Pour la Commune de Clermont-Ferrand,
Pour le Maire et par délégation,

L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'association,
Le Président,

Xavier PRIEUR

Maison de **Romette**
[illegible] Agrippa d'Aubigné
[illegible]00 Clermont-Ferrand
SIRET 429 430 432 00055
APE 9001 Z

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS01-CC

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Sauve Qui Peut le Court Métrage » ayant son siège social 6 place Michel de l'Hospital-63000 Clermont-Ferrand et représentée par son Président, Eric ROUX,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

- **Projet culturel 2016-2026**

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

• **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Sauve Qui Peut le Court Métrage » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement du festival international du court métrage et de toutes les actions de médiation culturelle organisées au cours de l'année.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

La Ville s'engage à soutenir l'association dans ses missions sans attendre de contrepartie et entend attribuer, pour l'année 2025, une subvention de 345 000 €, dont 7 850 € au titre du pôle d'éducation à l'image.
Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 197 098 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Sauve Qui Peut le Court Métrage » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Sauve Qui Peut le Court Métrage » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Sauve Qui Peut le Court Métrage » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 17 JAN. 2025

Pour la Ville de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Pour l'Association,
Le Président,

Eric ROUX

Envoyé en préfecture le 17/01/2025
Reçu en préfecture le 17/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250117-C170125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand » ayant son siège social 11 boulevard Duclaux – 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par sa Présidente Muriel Thévenot,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Comm
conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des li[illegible] accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

« Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement des répétitions hebdomadaires de l'orchestre ainsi que des concerts publics à Clermont-Ferrand comme à l'extérieur.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 7 600 € au titre de l'aide au fonctionnement.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 20 961 € correspondant à la mise à dispositions gracieuse de salles municipales.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Les Amis de la Musique de Clermont-Ferrand » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 27 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée

Isabelle LAVEST

La Présidente de l'Association,

Les Amis de la Musique
3 route de Servant 03450 CHOUVIGNY
06.78.08.94.77
amisdelamusique63@gmail.com

Muriel THEVENOT,

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS01-CC

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Clermont Auvergne Opéra » ayant son siège social 10 rue du Bon Pasteur - 63000 Clermont-Ferrand), représentée par son Président, Yves QUINTY,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

- **Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes**

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association
« Clermont Auvergne Opéra » pour l'année 2025, en l'attente du renouvellement de la convention pluripartite. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement de la saison lyrique, ainsi que toutes actions au travers desquelles l'association s'associe à la Ville de Clermont-Ferrand pour renforcer l'accessibilité des publics en étendant sa présence hors de l'Opéra, et sensibiliser les scolaires clermontois à la musique lyrique dans le cadre des parcours culturels de la Ville.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'association « Clermont Auvergne Opéra », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 475 000 €, dont 455 000 € au titre de l'aide au fonctionnement et 20 000 € pour le concours de chant.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 177 190 €.

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Clermont Auvergne Opéra » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Clermont Auvergne Opéra » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Clermont Auvergne Opéra » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 27/01/25

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
La Première Adjointe

Christine DULAC-ROUGERIE

Le Président de l'Association

Yves QUINTY

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS02-CC

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Olivier BIANCHI, ou son représentant, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2024,

Ci-après dénommée « La Ville »,

d'une part,

ET

L'association « Jazz en Tête » ayant son siège social 11 rue d'Aubrac, centre Copernic - 63000 CLERMONT-FERRAND, représentée par son Président Loann DAUPHIN,

Ci-après dénommée « L'association »,

d'autre part,

- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément.

PRÉAMBULE

• Projet culturel 2016-2026

La Ville de Clermont-Ferrand a choisi de faire de la culture une priorité au cœur de son projet de territoire.

La Ville de Clermont-Ferrand, dans le cadre de ses orientations de politique culturelle, entend sur son territoire, favoriser le développement des associations culturelles de création et de diffusion artistique, développer l'accès à une offre culturelle diversifiée, et encourager les actions de transmission et d'éducation artistique en direction de tous les publics. A cet effet, elle mène une politique de soutien aux acteurs culturels du territoire, et affirme sa volonté de soutien financier aux associations qui contribuent par leurs programmations et leurs actions à la richesse et la diversité de l'offre culturelle clermontoise et à la démocratisation culturelle.

Le Projet Culturel de la Ville de Clermont-Ferrand 2016-2026 formalise la politique culturelle selon cinq axes, qui répondent à des orientations stratégiques.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

1. La coopération au cœur de l'action publique

La dynamique d'échanges initiée entre décideurs politiques, acteurs locaux et Clermontois est l'acte fondateur d'une nouvelle façon d'envisager les politiques culturelles. La Ville de Clermont-Ferrand veille par ailleurs à assurer la meilleure coordination possible avec Clermont Communauté dans l'élaboration et la conduite d'un projet culturel de territoire, du quartier à l'agglomération.

2. Donner du sens au vivre ensemble par les arts et la culture

La participation des personnes à la vie artistique et culturelle, et plus généralement à la vie de la cité, est essentielle au projet politique de Clermont-Ferrand. La municipalité met en avant le fait de « faire ensemble » et de travailler collectivement au service d'un projet de société, en vue de transformer les modes de fabrication de la ville.

3. Une politique ambitieuse en faveur de la jeunesse

La politique clermontoise fait de l'enfance et de la jeunesse une priorité. En créant les conditions pour sensibiliser aux arts, à la culture et à la connaissance dès le plus jeune âge, la Ville joue pleinement son rôle pour participer à la lutte contre les inégalités. L'éducation artistique et culturelle se construit ici comme un droit culturel pour tous les enfants, en les accompagnant dans le développement de leur citoyenneté, dans une cohérence d'actions jusqu'à la vie adulte.

4. Une Ville qui soutient les artistes, dynamise la création et développe la créativité

La Ville de Clermont-Ferrand a engagé une politique culturelle d'ampleur, qui s'est traduite par un effort budgétaire et des investissements importants, lui permettant aujourd'hui de jouer un rôle de capitale culturelle régionale. Elle doit être le lieu d'expérimentations et d'innovations, accordant une place forte à la création locale et internationale. Elle s'engage à poursuivre ce développement artistique ambitieux et à favoriser une ambiance culturelle foisonnante, qui nourrit tous les espaces de la ville.

5. Une Ville attractive, ouverte sur le monde

Clermont-Ferrand projette de devenir le grand pôle métropolitain du centre de la France. Pour accompagner cette mutation, il est essentiel que la ville définisse et consolide son identité politique, territoriale, culturelle et économique, indispensable à son développement et son attractivité. L'objectif est de renforcer l'attrait et la notoriété de la Ville, en mettant davantage en avant son patrimoine, ses manifestations artistiques et en affirmant sa volonté dans le champ culturel.

- **Accès à la culture des personnes en situation de handicap**

La Ville affirme son engagement en faveur de l'accessibilité par l'élaboration d'une charte accessibilité, fruit d'une concertation avec les associations œuvrant pour et avec les personnes en situation de handicap.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées repose sur le principe de non-discrimination ; les personnes handicapées doivent pouvoir jouir des mêmes droits que les autres individus. Leur garantir l'accès à la culture est un impératif justifié par l'égalité de traitement.

L'accès à la création revêt un intérêt majeur pour les personnes en situation de handicap. Outre qu'elle constitue un formidable vecteur d'émancipation et d'autonomie, la pratique d'une activité artistique ou culturelle est créatrice de lien social et permet de reconnaître la pleine place de ces personnes dans la société.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

Ainsi, engager une politique incitative auprès des personnes handicapées favorise et facilite la participation de chacun et chacune à la vie culturelle. Il apparaît également que les démarches réalisées en faveur d'une accessibilité universelle bénéficient généralement à d'autres publics. Elles permettent d'élargir les publics et contribuent à dynamiser l'offre culturelle et son rayonnement.

Les besoins spécifiques des personnes handicapées nécessitent des lieux et des espaces d'activités accessibles et peuvent nécessiter l'aménagement d'offres et de services culturels et artistiques adaptés.

La Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de :

- veiller à l'accessibilité des locaux et de la signalétique
- travailler sur l'information en assurant une meilleure visibilité de l'offre accessible et une meilleure communication en direction des personnes en situation de handicap
- sensibiliser les personnes à l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées professionnels
- développer des projets en co-construction avec les personnes handicapées, leur association et leur consultation étant indispensable et privilégier les démarches accessibles aux publics à la fois handicapées ou non dans un objectif d'accessibilité universelle et de mixité des publics.
- mettre en œuvre une politique de médiation spécifique assorti d'un accompagnement spécialisé
- réfléchir à une tarification adaptée pour les personnes handicapées et leurs accompagnants.
- mettre en place des indicateurs permettant d'évaluer l'offre proposée et le chemin parcouru.

• Égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes

Considérant :

- l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne
- la directive 2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travailler
- l'article 14 de la convention européenne des droits de l'Homme
- les dispositions de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle pour les établissements auxquels elle s'applique
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes) et la Ville de Clermont-Ferrand se sont engagées pour l'égalité réelle des femmes et des hommes dans la culture et la création artistique sur le territoire Auvergne Rhône Alpes à poursuivre les objectifs suivants :
- mettre en œuvre une politique volontariste pour l'égalité réelle femmes – hommes dans la culture sur leur territoire de compétence
- mettre en place et participer à une commission référente à l'échelle régionale
- mobiliser le réseau des acteurs culturels qu'ils soutiennent
- produire à l'échelle de leur territoire de compétence un document cadre opérationnel
- rendre compte publiquement et annuellement de leurs actions et résultats produits.

Dans ce cadre, la Ville de Clermont-Ferrand invite les associations qu'elle soutient à mettre en œuvre des actions permettant de faire progresser significativement l'égalité réelle des femmes et des hommes, et à mettre en place des outils d'évaluation permettant de mesurer leurs effets.

Attachées aux principes de respect de liberté de la vie associative et à la non-confusion des pouvoirs, la Ville et l'association entendent placer leurs relations sous le signe d'une convention. Celle-ci implique une définition commune des missions et des engagements réciproques ainsi que des instruments d'évaluation.

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la Ville et de l'Association « Jazz en Tête » pour l'année 2025. A cet effet, elle fixe le cadre général des modalités de la participation de la Ville au financement du festival ainsi que toutes actions au travers desquelles celle-ci s'associe à la Ville de Clermont-Ferrand pour renforcer l'accessibilité des publics et participer à leur renouvellement, soutenir la création locale et étendre la présence du festival à d'autres lieux et à d'autres moments de l'année.

ARTICLE 2. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

En contrepartie des objectifs de la présente convention et sous la condition expresse que toutes les clauses en soient remplies, la Ville s'engage à verser une subvention à l'Association « Jazz en Tête », dont le montant pour l'année 2025 s'élève à 48 000 € au titre de l'aide au fonctionnement.

Cette subvention est fixée par le Conseil Municipal, après examen des documents demandés, et dans le cadre des dispositions budgétaires en vigueur.

En 2024, l'association a bénéficié d'une aide en nature de la Ville d'un montant estimé à 44 112 € (hors communication).

ARTICLE 3. COMPTES RENDUS D'ACTIVITÉ ET FINANCIER

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :
- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de l'année n-1 prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au journal officiel ;
- le rapport d'activité.

ARTICLE 4. ÉVALUATION

L'Association « Jazz en Tête » s'engage à fournir à la Ville, un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du programme d'actions.
La Ville procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions.

ARTICLE 5. COMMUNICATION

L'Association « Jazz en Tête » s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans tous ses rapports avec les médias en apposant le logo type Ville de Clermont (Logo Ville Clermont-Ferrand).
Ce logo type pourra être sollicité auprès du service Communication de la Ville.

L'Association « Jazz en Tête » s'engage à transmettre à la Ville tous les documents de communication faisant état de la mise en évidence du soutien de la Ville."

ARTICLE 6. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7. CONTRÔLE

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 6 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 8. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 11. LITIGES

Au cas où une contestation s'élèverait sur l'exécution de la présente convention, les co-contractants s'engagent à se rencontrer préalablement à toute action pour déterminer les raisons de leur désaccord et trouver une solution dans un esprit de conciliation.
A défaut de règlement amiable, tout litige résultant de son exécution est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux, le 27 JAN. 2025

Pour la Commune de Clermont-Ferrand
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Isabelle LAVEST

Le Président de l'Association

Jazz en tête
Centre Copernic
11, rue d'Aubrac
63000 Clermont-Ferrand
L-R-20-905 L-R-20-906
SIRET : 421 187 709 00025

Loann DAUPHIN,

Envoyé en préfecture le 27/01/2025
Reçu en préfecture le 27/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20250127-C270125DCCS03-CC

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE CLERMONT FERRAND

Convention de mise à disposition de Madame Marina LEITE

Entre :

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Monsieur Olivier BIANCHI, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 18 décembre 2024,
Ci-après dénommée « Ville de Clermont-Ferrand » d'une part,

Et :

Le CCAS de la ville de Clermont-Ferrand, représenté par son Vice-Président, Madame Dominique BRIAT, agissant pour le compte du CCAS de la ville de Clermont Ferrand,
Ci-après désigné « CCAS de Clermont-Ferrand » d'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties »

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;
- Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 512-6 et L. 512-7 à L. 512-9 et L. 512-12 à L. 512-15 ;
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Vu l'avis favorable du CST du 15 octobre 2024 concernant la suppression du service logement à la Ville de Clermont-Ferrand ;
- Vu le courrier de Madame Marina LEITE portant demande de mise à disposition à compter du 1er janvier 2025 ;

Article 1 – Objet et durée de la mise à disposition

La ville de Clermont Ferrand met Madame Marina LEITE, placée sur la cadre d'emploi des adjoints administratifs, à disposition du CCAS de Clermont-Ferrand, en application des dispositions du code de la Fonction Publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Article 2 – Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Madame Marina LEITE est mise à disposition dans les conditions suivantes pour assurer les fonctions de chargé d'accueil et d'accompagnement de la demande de logement social au sein du CCAS de Clermont Ferrand sur la base de 100% de son temps de travail.

Article 3- Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prendra effet du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 avec tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

Article 4- Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

Durant le temps de mise à disposition, Madame Marina LEITE est affectée à temps complet au sein du CCAS de Clermont-Ferrand.

La Ville de Clermont-Ferrand gère sa situation administrative. Les congés annuels et les congés pour raison de santé sont accordés par le CCAS de Clermont-Ferrand, en concertation avec la ville de Clermont-Ferrand.

Mme Marina LEITE pourra bénéficier d'un jour de télétravail par semaine ou de deux jours par quinzaine et effectuera ses missions dans les locaux du service logement du CCAS actuellement situés 12, rue Degeorges 63000 CLERMONT-FERRAND.

Article 5- Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

Madame Marina LEITE conserve la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, suppléments familial,...) ainsi que l'IFSE et la NBI liées à son métier et fonctions.
Le CCAS de Clermont-Ferrand, ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels.

Article 6- Remboursement de la rémunération

Durant le temps de la mise à disposition de Madame Marina LEITE, le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la ville de Clermont-Ferrand est remboursé par le CCAS de Clermont-Ferrand au prorata du temps de mise à disposition soit à 100% jusqu'au 31 décembre 2025.

La ville de Clermont Ferrand facturera au CCAS de Clermont-Ferrand, à l'issue de la mise à disposition, une somme correspondant aux frais qu'elle est tenue de prendre en charge au titre de la présente convention et dont elle aurait fait l'avance.

Article 7- Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire mis à disposition

L'agent public mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au sein des effectifs du CCAS de Clermont-Ferrand. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis à l'agent qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

En cas de faute disciplinaire commise dans l'organisme d'accueil, la ville de Clermont-Ferrand est saisie par le CCAS de Clermont-Ferrand au moyen d'un rapport circonstancié.

Article 8- Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :
- de la Ville de Clermont-Ferrand
- du CCAS de Clermont-Ferrand
- de Madame Marina LEITE
sous réserve d'un préavis de 3 mois.

Article 9 – Assurance

Le CCAS de Clermont-Ferrand s'engage à souscrire une assurance couvrant les activités de l'agent mis à disposition pour l'ensemble de ses activités pendant la période de mise à disposition.

Article 10 – Contentieux

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges sont portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand- 6 cours Sablon 63 000 Clermont Ferrand.

CCAS de la ville de Clermont-Ferrand	Ville de Clermont-Ferrand
Fait à Clermont Ferrand le 27 JAN. 2025	Fait à Clermont Ferrand le 20 JAN. 2025
Madame Dominique BRIAT Vice-présidente du CCAS de Clermont-Ferrand	Monsieur Olivier BIANCHI Maire de la ville de Clermont-Ferrand

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**C270125DRHTA02**
Objet :	**Convention de mise à disposition de Madame Marina**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-27 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	063-216301135-20250127-C270125DRHTA02-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250127-C270125DRHTA02-CC-1-1_0.xml	text/xml	885 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : SMARPRN9125012709370.pdf Nom métier : 99_DC-063-216301135-20250127-C270125DRHTA02-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	136.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	27 janvier 2025 à 11h34min05s	Dépôt initial
En attente de transmission	27 janvier 2025 à 11h34min10s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	27 janvier 2025 à 11h34min14s	Transmis au MI
Acquittement reçu	27 janvier 2025 à 11h58min19s	Reçu par le MI le 2025-01-27

VILLE DE CLERMONT FERRAND

CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE CLERMONT FERRAND

Convention de mise à disposition de Madame Carine JAMIN

Entre :

La Ville de Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Monsieur Olivier BIANCHI, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 18 décembre 2024,
Ci-après dénommée « Ville de Clermont-Ferrand » d'une part,

Et :

Le CCAS de la ville de Clermont-Ferrand, représenté par son Vice-Président, Madame Dominique BRIAT, agissant pour le compte du CCAS de la ville de Clermont Ferrand,
Ci-après désigné « CCAS de Clermont-Ferrand » d'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties »

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;
- Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 512-6 et L. 512-7 à L. 512-9 et L. 512-12 à L. 512-15 ;
- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Vu l'avis favorable du CST du 15 octobre 2024 concernant la suppression du service logement à la Ville de Clermont-Ferrand ;
- Vu le courrier de Madame Carine JAMIN portant demande de mise à disposition à compter du 1er janvier 2025 ;

Article 1 – Objet et durée de la mise à disposition

La ville de Clermont Ferrand met Madame Carine JAMIN, placée sur la cadre d'emploi des adjoints administratifs, à disposition du CCAS de Clermont-Ferrand, en application des dispositions du code de la Fonction Publique et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Article 2 – Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Madame Carine JAMIN est mise à disposition dans les conditions suivantes pour assurer les fonctions de chargé d'accueil et d'accompagnement de la demande de logement social au sein du CCAS de Clermont Ferrand sur la base de 100% de son temps de travail.

Article 3- Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prendra effet du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 avec tacite reconduction dans la limite de 3 ans.

Article 4- Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

Durant le temps de la mise à disposition, Madame Carine JAMIN est affectée à temps complet au sein du CCAS de Clermont-Ferrand.

La ville de Clermont-Ferrand gère sa situation administrative. Les congés annuels et les congés pour raison de santé sont accordés par le CCAS de Clermont-Ferrand, en concertation avec la ville de Clermont-Ferrand.

Mme Carine JAMIN pourra bénéficier d'un jour de télétravail par semaine ou de deux jours par quinzaine et effectuera ses missions dans les locaux du service logement du CCAS actuellement situés 12, rue Degeorges 63000 CLERMONT-FERRAND.

Article 5- Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

Madame Carine JAMIN conserve la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, suppléments familial,...) ainsi que l'IFSE et la NBI liées à son métier et fonctions.
Le CCAS de Clermont-Ferrand, ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des remboursements de frais professionnels.

Article 6- Remboursement de la rémunération

Durant le temps de la mise à disposition de Madame Carine JAMIN, le montant de la rémunération et des charges sociales versées par la ville de Clermont-Ferrand est remboursé par le CCAS de Clermont-Ferrand au prorata du temps de mise à disposition soit à 100% jusqu'au 31 décembre 2025.

La Ville de Clermont Ferrand facturera au CCAS de Clermont-Ferrand, à l'issue de la mise à disposition, une somme correspondant aux frais qu'elle est tenue de prendre en charge au titre de la présente convention et dont elle aurait fait l'avance.

Article 7- Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire mis à disposition

L'agent public mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au sein des effectifs du CCAS de Clermont-Ferrand. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis à l'agent qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

En cas de faute disciplinaire commise dans l'organisme d'accueil, la ville de Clermont-Ferrand est saisie par le CCAS de Clermont-Ferrand au moyen d'un rapport circonstancié.

Article 8- Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :
- de la Ville de Clermont-Ferrand
- du CCAS de Clermont-Ferrand
- de Madame Carine JAMIN
sous réserve d'un préavis de 3 mois.

Article 9 – Assurance

Le CCAS de Clermont-Ferrand s'engage à souscrire une assurance couvrant les activités de l'agent mis à disposition pour l'ensemble de ses activités pendant la période de mise à disposition.

Article 10 – Contentieux

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges sont portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand- 6 cours Sablon 63 000 Clermont Ferrand.

CCAS de la ville de Clermont-Ferrand	Ville de Clermont-Ferrand
Fait à Clermont Ferrand le 27 JAN. 2025	Fait à Clermont Ferrand le 20 JAN. 2025
Madame Dominique BRIAT Vice-présidente du CCAS de Clermont-Ferrand	Monsieur Olivier BIANCHI Maire de la ville de Clermont-Ferrand

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**C270125DRHTA03**
Objet :	**Convention de mise à disposition de Madame Carine**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-27 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	063-216301135-20250127-C270125DRHTA03-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250127-C270125DRHTA03-CC-1-1_0.xml	text/xml	885 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : SMARPRN9125012709361.pdf Nom métier : 99_DC-063-216301135-20250127-C270125DRHTA03-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	136 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	27 janvier 2025 à 11h35min01s	Dépôt initial
En attente de transmission	27 janvier 2025 à 11h35min29s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	27 janvier 2025 à 11h35min38s	Transmis au MI
Acquittement reçu	27 janvier 2025 à 11h57min06s	Reçu par le MI le 2025-01-27

Convention de mise à disposition par la Ville de Clermont-Ferrand auprès du CCAS de quatre agents

Vu le Code général de la fonction publique et notamment les articles L.512-6 à L.512-9 et L.512-12 à L.512-5 ;
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial de la Ville de Clermont-Ferrand ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial du CCAS ;
Vu l'accord écrit des agents concernés.

Entre :

Le Centre Communal d'Action Sociale, sise 1 rue Saint-Vincent – CS 50478, à Clermont-Ferrand, représenté par sa Vice-Présidente Madame Dominique BRIAT dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2024, désigné ci-après par le terme ***« le CCAS »,***

Et :

La Ville de Clermont-Ferrand, sise 10 rue Philippe Marcombes à Clermont-Ferrand, représentée par son Maire, Monsieur Olivier BIANCHI, ou son/sa représentant.e habilité.e à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2024 désignée ci-après, par le terme **« la Ville de Clermont-Ferrand »**

D'autre part,

Dans le cadre de la coopération des services entre la ville de Clermont Ferrand et le CCAS, 3 domaines de compétences communs ont été ciblés avec pour ambition d'améliorer l'efficience des services, renforcer leur coopération et piloter des projets communs aux enjeux partagés.
Les 3 domaines ciblés sont :

- La construction, la gestion du patrimoine bâti, les achats en découlant et la maîtrise des énergies
- La restauration collective
- Le numérique

Sur cette base, il est proposé de mettre à disposition du CCAS, 3 directeurs et 1 responsable de service affectés aux services de la Ville de Clermont-Ferrand, sur les 3 domaines identifiés :

- Un directeur et un responsable de service pour la construction, la gestion du patrimoine bâti, les achats en découlant et la maîtrise des énergies
- Une directrice pour la restauration scolaire
- Une directrice pour le numérique

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les conditions et modalités de mise à disposition des 4 agent.e.s identifié.e.s ci-dessous :
Monsieur Christophe DEBUIRE, Directeur, agent de catégorie A, ingénieur hors classe ;
Monsieur Stéphane PIGOIS, Responsable de service, agent de catégorie A, ingénieur principal ;
Madame Géraldine DEROZIER, Directrice, agente de catégorie A, ingénieur en chef ;
Madame Amina ESSABIR, Directrice, agente de catégorie A, attaché principal.
De la Ville de Clermont-Ferrand (VCF) au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Article 2 – Nature des activités exercées par les agents mis à disposition et les conditions d'emploi

M. Christophe DEBUIRE, directeur de la Construction et de la Gestion Responsable du Patrimoine de la Ville mis à disposition : 25% CCAS – 75% VCF. Il assure l'encadrement hiérarchique des services Patrimoine Bâti et service Achats et Intendance.

M. Stéphane PIGOIS, responsable du service Gestion Patrimoniale et maîtrise de l'énergie de la ville mis à disposition : 5% CCAS – 95% VCF.

Mme Géraldine DEROZIER, directrice de l'Alimentation Durable et de l'Ecologie Urbaine, mise à disposition : 25% CCAS – 75% VCF. Elle assure l'encadrement hiérarchique du service restauration au sein du CCAS en lien avec le Département des Politiques Gérontologiques (restauration dans les EHPADs et livraison des repas à domicile).

Mme Amina ESSABIR, directrice de la Relation Usager et de la Transformation Digitale, mise à disposition : 25% CCAS – 75% VCF. Elle assure l'encadrement hiérarchique du service informatique du CCAS ainsi que la supervision des projets techniques et numériques du CCAS.

Article 4 – La situation des agents mis à disposition

Les agents de la Ville mis à disposition demeurent statutairement employés par la Ville de Clermont-Ferrand dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. A ce titre, ils continuent de percevoir leur rémunération versée par la Ville de Clermont-Ferrand.

Les conditions de travail des agents mis à disposition sont fixées par la Ville lorsqu'ils exercent leurs missions pour son compte et par le CCAS pour les missions exercées pour son compte.

Les décisions en matière de congés annuels, de congés de maladie ordinaire et accident du travail ou maladies professionnelles sont prises par la Ville de Clermont-Ferrand.

La Ville de Clermont-Ferrand continue à gérer la situation administrative des agents mis à disposition.

Après avis du CCAS, la Ville de Clermont-Ferrand prend les décisions d'aménagement de la durée de travail et les décisions relatives aux congés suivants :

- congé pour invalidité temporaire imputable au service,
- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,
- temps partiel thérapeutique,
- congé lié aux charges parentales,
- congé de formation professionnelle (incluant les décisions relatives au bénéfice du compte personnel de formation),
- congé pour validation des acquis de l'expérience,
- congé pour bilan de compétences,
- congé pour formation syndicale,
- congé de citoyenneté,
- congé de solidarité familiale,
- congé de proche aidant,
- congé de représentation d'une association ou mutuelle,
- congé de présence parentale.

Du point de vue de l'assurance des biens et des personnes, les dommages susceptibles d'être causés aux tiers dans le cadre de l'exécution des missions exercées par les agents mis à disposition relèvent de la responsabilité exclusive du Centre Communal d'Action Sociale, dans le cadre des contrats d'assurances souscrits à cet effet.
Les dommages susceptibles d'être causés aux agents mis à disposition, dans le cadre de l'exécution des missions exercées pour le compte du CCAS, relèvent de la couverture au titre des « accidents de service » par la Ville de Clermont-Ferrand. Il en va de même, le cas échéant, des dommages annexes qui pourraient être pris en compte à cette occasion.

Article 5 – Formation

Le CCAS supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier les agents mis à disposition.

Article 6 – Modalités de contrôle et d'évaluation des activités des agents mis à disposition

L'entretien annuel d'évaluation des agents mis à disposition est effectué par la hiérarchie de la Ville de Clermont-Ferrand.

Le CCAS transmet à la Ville de Clermont-Ferrand un rapport annuel sur la manière de servir de chaque agent mis à disposition. Ce rapport est établi après un entretien individuel ; il est transmis aux agents pour leur permettre de présenter leurs observations et à la Ville de Clermont-Ferrand en vue de l'établissement du compte-rendu de l'entretien professionnel.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Clermont-Ferrand ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par le CCAS le cas échéant.

Les agents mis à disposition disposeront de bureaux dans les locaux suivants :

CCAS au 1 rue Saint-Vincent de Paul 63000 CLERMONT-FERRAND

Article 7 – Rémunération des agents mis à disposition

La Ville de Clermont-Ferrand verse à Monsieur Christophe DEBUIRE, Monsieur Stéphane PIGOIS, Madame Géraldine DEROZIER et Madame Amina ESSABIR, les rémunérations correspondantes à son grade d'origine.

Le CCAS ne verse aucun complément de rémunération à l'exception, le cas échéant, des frais et sujétions auxquels ils s'exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 8 – Remboursement de la rémunération et modalités de versement

Le montant de la rémunération s'entend des traitements des agents, des cotisations et des contributions y afférentes versées par la Ville de Clermont-Ferrand. Ce montant est remboursé par le CCAS au prorata du temps des mises à disposition. Ces mises à disposition pourront notamment prendre fin avant le terme fixé par la présente convention dans les conditions fixées aux articles 10 et 11.

Le remboursement sera interrompu pendant les périodes de congé pour accident du travail ou maladie professionnelle et pendant les périodes de congé maladie.
Concernant les modalités de versement, le bénéficiaire de la mise à disposition procèdera à un versement unique, en année N, d'une somme prévisionnelle égale aux rémunérations estimées des agents mis à disposition pour l'année N.

En année N+1, au regard de l'écart entre le montant prévisionnel des rémunérations et celui constaté, un ajustement budgétaire sera opéré.

Article 9 – Durée de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur à sa signature par les deux parties pour une durée de 3 ans sauf en cas de résiliation anticipée intervenant dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

Article 10 – Fin de la mise à disposition

Les mises à disposition peuvent prendre fin avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention, à la demande :

- de la Ville de Clermont-Ferrand,
- du CCAS,
- de l'agent mis à disposition.

Dans ces conditions, un préavis d'un mois devra être respecté.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Ville de Clermont-Ferrand et le CCAS.

Le remboursement sera versé au prorata, en application de l'article 8 de la présente convention.

Article 11 – Juridiction compétente en cas de litige

En cas de litige résultant de l'application et de l'interprétation de la présente convention, et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand est compétent.

Fait à Clermont-Ferrand, le 20 JAN. 2025 Pour la Ville de Clermont-Ferrand, Le Maire,	Fait à Clermont-Ferrand, le 27 JAN. 2025 Pour le Centre Communal d'Action Sociale, Pour le Président et par délégation, La vice-Présidente,
Olivier BIANCHI	Dominique BRIAT

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**C270125DRHTA01**
Objet :	**Convention de mise à disposition par la Ville de Clermont-Ferrand auprès du CCAS de quatre agents**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-01-27 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Identifiant unique :	063-216301135-20250127-C270125DRHTA01-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20250127-C270125DRHTA01-CC-1-1_0.xml	text/xml	927 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : SMARPRN9125012709360.pdf Nom métier : 99_DC-063-216301135-20250127-C270125DRHTA01-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	248.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	27 janvier 2025 à 11h32min23s	Dépôt initial
En attente de transmission	27 janvier 2025 à 11h32min24s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	27 janvier 2025 à 11h32min25s	Transmis au MI
Acquittement reçu	27 janvier 2025 à 11h50min46s	Reçu par le MI le 2025-01-27

Envoyé en préfecture le 30/01/2025
Reçu en préfecture le 30/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

N° 2024-063-0038

Entre

L'Etat,

Représenté par le recteur d'académie de CLERMONT-FERRAND

Ci-après dénommé « Etat »

Et

La Mairie de CLERMONT-FERRAND – 63000

Représenté par M. Olivier BIANCHI, Maire

Ou son / sa représentant.e :

Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique n° U8ST-V966 - Le corps à l'œuvre, présenté par l'école élémentaire spécialisée Chanteranne

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur,

22 NOV. 2024

Vu la délibération du Conseil municipal du ---------- approuvant la présente convention,

*****

Envoyé en préfecture le 30/01/2025
Reçu en préfecture le 30/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.
Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe étant fixé à **2 600 €** :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **1 737.50 €** pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement exécutées par la collectivité.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1er degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire ».

L'ordonnateur de la dépense est le Recteur de l'Académie de CLERMONT-FERRAND
Le comptable assignataire est la DDFIP de l'Isère.

Envoyé en préfecture le 30/01/2025
Reçu en préfecture le 30/01/2025
Publié le
ID : 063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans le mois suivant la réalisation de la dernière dépense exécutée

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 6 - Recours

Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

A Clermont-Ferrand, le Pour le Recteur et par délégation, Le Chef de Division de la Modernisation et des Affaires Générales, Julien BLANC	A le 12 DEC. 2024 Le représentant de la collectivité le Maire Ou son / sa représentant.e,

S²LO
Tiers de télétransmission multiprotocoles

HELIOS : comptabilité publique
ACTES : contrôle de légalité

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE CLERMONT FERRAND (63)
Utilisateur : webservice Pastell Acte

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	**C12122024DESB01**
Objet :	**Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique N°2024-063-0038**
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2024-12-12 00:00:00+01
Nature de l'acte :	Contrats, conventions et avenants
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.1 - Enseignement
Identifiant unique :	063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC-1-1_0.xml	text/xml	921 o
Document principal (Document contractuel) Nom original : Convention N__2024_063_0038.pdf Nom métier : 99_DC-063-216301135-20241212-C12122024DESB01-CC-1-1_1.pdf	application/pdf	805.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	30 janvier 2025 à 15h09min22s	Dépôt initial
En attente de transmission	30 janvier 2025 à 15h09min49s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 janvier 2025 à 15h09min56s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 janvier 2025 à 15h11min07s	Reçu par le MI le 2025-01-30